Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 108° — Numero 161

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Mercoledì, 28 giugno 1967

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10, Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

REGIONI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 11 giugno 1967, n. **459.**

Adesione alla Convenzione per l'unificazione di alcune regole relative al trasporto aereo internazionale effettuato da persona diversa dal trasportatore contrattuale, adottata a Guadalajara (Messico) il 18 settembre 1961, e sua esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alla Convenzione per l'unificazione di alcune regole relative al trasporto aereo internazionale effettuato da persona diversa dal trasportatore contrattuale, adottata a Guadalajara (Messico) il 18 settembre 1961, addizionale alla Convenzione di Varsavia del 12 ottobre 1929.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo XIV della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 giugno 1967

SARAGAT

MORO — FANFANI — REALE — SCALFARO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE

Convention, complémentaire à la Convention de Varsovie, pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international effectué par une personne autre que le transporteur contractuel, signée à Guadalajara le 18 septembre 1961.

Les Etats signataires de la présente Convention

Considérant que la Convention de Varsovie ne contient pas de disposition particulière relative au transport aérien international effectué par une personne qui n'est pas partie au contrat de transport

Considérant qu'il est donc souhaitable de formuler des règles applicables à cette situation

Sont convenus de ce qui suit:

Article Premier

Dans la présente Convention:

a) " Convention de Varsovie " signifie soit la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, signée à Varsovie le 12 octobre 1929, soit la Convention de Varsovie, amendée à La Haye en 1955, selon que le transport, aux termes du contrat visé à l'alinéa *b*), est régi par l'une ou par l'autre;

b) " transporteur contractuel " signifie une personne partie à un contrat de transport régi par la Convention de Varsovie et conclu avec un passager ou un expéditeur ou avec une personne agissant pour le compte du passager ou de l'expéditeur;

c) " transporteur de fait " signifie une personne, autre que le transporteur contractuel, qui, en vertu d'une autorisation donnée par le transporteur contractuel, effectue tout ou partie du transport prévu à l'alinéa *b*) mais n'est pas, en ce qui concerne cette partie, un transporteur successif au sens de la Convention de Varsovie. Cette autorisation est présumée, sauf preuve contraire.

Article II

Sauf disposition contraire de la présente Convention, si un transporteur de fait effectue tout ou partie du transport qui, conformément au contrat visé à l'article premier, alinéa *b*), est régi par la Convention de Varsovie, le transporteur contractuel et le transporteur de fait sont soumis aux règles de la Convention de Varsovie, le premier pour la totalité du transport envisagé dans le contrat, le second seulement pour le transport qu'il effectue.

Article III

1. Les actes et omissions du transporteur de fait ou de ses préposés agissant dans l'exercice de leurs fonctions, relatifs au transport effectué par le transporteur de fait, sont réputés être également ceux du transporteur contractuel.

2. Les actes et omissions du transporteur contractuel ou de ses préposés agissant dans l'exercice de leurs fonctions, relatifs au transport effectué par le transporteur de fait, sont réputés être également ceux du transporteur de fait. Toutefois, aucun de ces actes ou omissions ne pourra soumettre le transporteur de fait à une responsabilité dépassant les limites prévues à l'article 22 de la Convention de Varsovie. Aucun accord spécial aux termes duquel le transporteur contractuel assume des obligations que n'impose pas la Convention de Varsovie, aucune renonciation à des droits prévus par ladite Convention ou aucune déclaration spéciale d'intérêt à la livraison, visée à l'article 22 de ladite Convention, n'auront d'effet à l'égard du transporteur de fait, sauf consentement de ce dernier.

Article IV

Les ordres ou protestations à notifier au transporteur, en application de la Convention de Varsovie, ont le même effet qu'ils soient adressés au transporteur contractuel ou au transporteur de fait. Toutefois, les ordres visés à l'article 12 de la Convention de Varsovie n'ont d'effet que s'ils sont adressés au transporteur contractuel.

Article V

En ce qui concerne le transport effectué par le transporteur de fait, tout préposé de ce transporteur ou du transporteur contractuel, s'il prouve qu'il a agi dans l'exercice de ses fonctions, peut se prévaloir des limi-

tes de responsabilité applicables, en vertu de la présente Convention, au transporteur dont il est le préposé, sauf s'il est prouvé qu'il a agi de telle façon que les limites de responsabilité ne puissent être invoquées aux termes de la Convention de Varsovie.

Article VI

En ce qui concerne le transport effectué par le transporteur de fait, le montant total de la réparation qui peut être obtenu de ce transporteur, du transporteur contractuel et de leurs préposés quand ils ont agi dans l'exercice de leurs fonctions, ne peut pas dépasser l'indemnité la plus élevée qui peut être mise à charge soit du transporteur contractuel, soit du transporteur de fait, en vertu de la présente Convention, sous réserve qu'aucune des personnes mentionnées dans le présent article ne puisse être tenue pour responsable au delà de la limite qui lui est applicable.

Article VII

Toute action en responsabilité, relative au transport effectué par le transporteur de fait, peut être intentée, au choix du demandeur, contre ce transporteur ou le transporteur contractuel ou contre l'un et l'autre, conjointement ou séparément. Si l'action est intentée contre l'un seulement de ces transporteurs, ledit transporteur aura le droit d'appeler l'autre transporteur en intervention devant le tribunal saisi, les effets de cette intervention ainsi que la procédure qui lui est applicable étant réglés par la loi de ce tribunal.

Article VIII

Toute action en responsabilité, prévue à l'article VII de la présente Convention, doit être portée, au choix du demandeur, soit devant l'un des tribunaux où une action peut être intentée au transporteur contractuel, conformément à l'article 28 de la Convention de Varsovie, soit devant le tribunal du domicile du transporteur de fait ou du siège principal de son exploitation.

Article IX

1. Toute clause tendant à exonérer le transporteur contractuel ou le transporteur de fait de leur responsabilité en vertu de la présente Convention ou à établir une limite inférieure à celle qui est fixée dans la présente Convention est nulle et de nul effet, mais la nullité de cette clause n'entraine pas la nullité du contrat qui reste soumis aux dispositions de la présente Convention.

2. En ce qui concerne le transport effectué par le transporteur de fait, le paragraphe précédent ne s'applique pas aux clauses concernant la perte ou le dommage résultant de la nature ou du vice propre des marchandises transportées.

3. Sont nulles toutes clauses du contrat de transport et toutes conventions particulières antérieures au dommage par lesquelles les parties dérogeraient aux règles de la présente Convention soit par une détermination de la loi applicable, soit par une modification des règles de compétence. Toutefois, dans le transport des marchandises, les clauses d'arbitrage sont admises, dans les limites de la présente Convention, lorsque l'arbitrage doit s'effectuer dans les lieux de compétence des tribunaux prévus à l'article VIII.

Article X

Sous réserve de l'article VII, aucune disposition de la présente Convention ne peut être interprétée comme affectant les droits et obligations existant entre les deux transporteurs.

Article XI

La présente Convention, jusqu'à la date de son entrée en vigueur dans les conditions prévues à l'article XIII, est ouverte à la signature de tout Etat qui, à cette date, sera membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une Institution spécialisée.

Article XII

1. La présente Convention est soumise à la ratification des Etats signataires.

2. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis du Mexique.

Article XIII

1. Lorsque la présente Convention aura réuni les ratifications de cinq Etats signataires, elle entrera en vigueur entre ces Etats le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt du cinquième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui la ratifiera par la suite, elle entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

2. Dès son entrée en vigueur, la présente Convention sera enregistrée auprès de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de l'Aviation civile internationale par le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique.

Article XIV

1. La présente Convention sera ouverte, après son entrée en vigueur, à l'adhésion de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou d'une Institution spécialisée.

2. Cette adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis du Mexique et prendra effet le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de ce dépôt.

Article XV

1. Tout Etat contractant peut dénoncer la présente Convention par une notification faite au Gouvernement des Etats-Unis du Mexique.

2. Cette dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique.

Article XVI

1. Tout Etat contractant peut, lors de la ratification de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci ou ultérieurement, déclarer au moyen d'une notification adressée au Gouvernement des Etats-Unis du Mexique que la présente Convention s'étendra à l'un quelconque des territoires qu'il représente dans les relations extérieures.

2. Quatre-vingt-dix jours après la date de réception de ladite notification par le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique, la présente Convention s'étendra aux territoires visés par la notification.

3. Tout Etat contractant peut, conformément aux dispositions de l'article XV, dénoncer la présente Convention séparément, pour tous ou pour l'un quelconque des territoires que cet Etat représente dans les relations extérieures.

Article XVII

Il ne sera admis aucune réserve à la présente Convention.

Article XVIII

Le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique notifiera à l'Organisation de l'Aviation civile internationale et à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une Institution spécialisée:

a) toute signature de la présente Convention et la date de cette signature;

b) le dépôt de tout instrument de ratification ou d'adhésion et la date de ce dépôt;

c) la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur conformément au premier paragraphe de l'article XIII;

d) la réception de toute notification de dénonciation et la date de réception;

e) la réception de toute déclaration ou notification faite en vertu de l'article XVI et la date de réception.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Guadalajara, le dix huitième jour du mois de septembre de l'an mil neuf cent soixante et un en trois textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise et espagnole. En cas de divergence, le texte en langue française, langue dans laquelle la Convention de Varsovie du 12 octobre 1929 avait été rédigée, fera foi. Le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique établira une traduction officielle du texte de la Convention en langue russe.

La présente Convention sera déposée auprès du Gouvernement des Etats-Unis du Mexique où, conformément aux dispositions de l'article XI, elle restera ouverte à la signature et ce Gouvernement transmettra des copies certifiées conformes de la présente Convention à l'Organisation de l'Aviation civile internationale et a tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une Institution spécialisée.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

FANFANI

DECRETO-LEGGE 27 giugno 1967, n. 460.

Disciplina transitoria delle locazioni di immobili urbani.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 77, comma secondo, della Costituzione;

Ritenuta la necessità e l'urgenza di emanare norme per la ulteriore proroga dei regimi vincolistici delle locazioni di immobili urbani, da ultimo protratti fino al 30 giugno 1967 dalla legge 23 dicembre 1966, n. 1123, nonchè del vincolo di destinazione alberghiera, da ultimo contemplato dal decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1357, convertito nella legge 19 febbraio 1965, n. 33;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per la grazia e giustizia di concerto coi Ministri per il bilancio, per le finanze, per il tesoro, per l'industria, commercio e artigianato, e per il turismo e spettacolo;

Decreta:

Art. 1.

I contratti di locazione e di sublocazione di immobili urbani adibiti ad abitazione, già prorogati dalla legge 23 dicembre 1966, n. 1123, sono ulteriormente prorogati fino al 31 dicembre 1967, per gli alloggi composti di tre o più vani abitabili con indice di affollamento inferiore ad uno, e fino al 30 giugno 1969 per tutti gli altri alloggi.

Sono comunque prorogati fino al 30 giugno 1969 i contratti suddetti per i conduttori o subconduttori che alla data di entrata in vigore del presente decreto siano iscritti nell'elenco comunale dei poveri, ovvero versino in condizioni di grave disagio economico, quali i ciechi e i sordomuti, pensionati, mutilati o invalidi di guerra, del lavoro o per servizio, congiunti in primo grado di caduti in guerra o sul lavoro, semprechè tali conduttori o subconduttori dimostrino che i loro proventi e quelli dei componenti la famiglia anagrafica non superino complessivamente le lire centomila mensili.

Il regime vincolistico cessa alla data del 31 dicembre 1967 qualora il conduttore o il subconduttore, e i componenti la famiglia anagrafica, siano iscritti, ai fini dell'imposta complementare per l'anno 1967, per un reddito superiore a lire due milioni.

Art. 2.

Il blocco dei canoni di locazione di immobili urbani adibiti ad abitazione, stabilito dalla legge 6 novembre 1963, n. 1444, è prorogato fino al 31 dicembre 1967, per gli alloggi composti di tre o più vani abitabili con indice di affollamento inferiore ad uno, e fino al 30 giugno 1969 per tutti gli altri alloggi.

Il blocco dei canoni cessa alla data del 31 dicembre 1967 qualora il conduttore e i componenti la famiglia anagrafica siano iscritti, ai fini dell'imposta complementare per l'anno 1967, per un reddito superiore a lire tre milioni.

Art. 3.

L'indice di affollamento, di cui ai precedenti articoli 1 e 2, si determina dividendo il numero dei componenti la famiglia, risultante dai registri anagrafici alla data del 1° gennaio 1967, per il numero dei vani abitabili.

Per famiglia, ai fini del presente decreto, si intende la « famiglia anagrafica » così come definita dall'art. 2 del regolamento di esecuzione della legge 24 dicembre 1954, n. 1228, sull'ordinamento delle anagrafi della popolazione residente, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 31 gennaio 1958, n. 136.

Per abitazione si intende un vano o un insieme di vani abitabili e di vani accessori, destinati ad abitazione, con ingresso indipendente su strada, pianerottolo, cortile, terrazza, ballatoio o simili, ed occupati, alla data del 1° gennaio 1967, da una famiglia o da più famiglie coabitanti.

Per vano abitabile si intende un ambiente o locale che riceve aria e luce direttamente dall'esterno mediante finestra porta o altra apertura, ed abbia dimen-

sioni tali da consentire l'installazione di almeno un letto, lasciando lo spazio utile per il movimento di una persona.

Per vani accessori si intendono i locali destinati a servizi e disimpegno come bagni, latrine, anticamere, ripostigli, corridoi, ingressi e cucine.

Art. 4.

La scadenza convenzionale o legale dei contratti di locazione di immobili adibiti ad uso di albergo, pensione o locanda, che abbiano avuto inizio anteriormente al 1° febbraio 1947, è prorogata fino al 31 dicembre 1968.

I canoni dei contratti prorogati ai sensi del comma precedente sono aumentati, dal 1° luglio 1967 al 31 dicembre 1967, nella misura del 5 per cento rispetto al canone dovuto al 30 giugno 1967, e dal 1° gennaio 1968 al 31 dicembre 1968, nella misura del 10 per cento rispetto al canone dovuto al 31 dicembre 1967.

Art. 5.

Il vincolo alberghiero già prorogato con l'art. 3 del decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1357, convertito nella legge 19 febbraio 1965, n. 33, è ulteriormente prorogato al 31 dicembre 1969.

Art. 6.

Sono ulteriormente prorogati fino al 31 dicembre 1968 i contratti di locazione e di sublocazione, già prorogati dalla legge 23 dicembre 1966, n. 1123, relativi ad immobili nei quali si eserciti dal conduttore un'attività professionale ovvero un'attività artigiana con le caratteristiche previste dalla legge 25 luglio 1956, n. 860, ovvero un'attività commerciale organizzata col lavoro proprio, dei componenti della famiglia e di non più di cinque dipendenti - oltre un pari numero per il caso che un secondo turno di lavoro sia imposto dalla struttura della azienda - esclusi gli apprendisti, alla data del 1° gennaio 1967.

I canoni dei contratti di cui al comma precedente sono aumentati, dal 1° luglio 1967 al 31 dicembre 1967, nella misura del 5 per cento rispetto al canone dovuto al 30 giugno 1967, e dal 1° gennaio 1968 al 31 dicembre 1968, nella misura del 10 per cento rispetto al canone dovuto al 31 dicembre 1967.

Art. 7.

Il blocco dei canoni di locazione e di sublocazione degli immobili urbani, di cui all'art. 5 del decreto-legge 23 dicembre 1964, n. 1356, convertito nella legge 19 febbraio 1965, n. 30, è prorogato fino al 31 dicembre 1968.

Art. 8.

La parte che non intenda consentire la rinnovazione tacita del contratto, già legalmente prorogato, alle scadenze di cui agli articoli 1, 4, 6 del presente decreto, deve intimare all'altra disdetta con raccomandata munita di ricevuta di ritorno spedita almeno tre mesi prima delle scadenze stesse.

Art. 9.

Fino al 30 giugno 1969 il Pretore ha facoltà di prorogare, per una sola volta, l'esecuzione degli sfratti da immobili adibiti ad abitazione, per un periodo non superiore ad un anno.

Nell'esercitare la suddetta facoltà, il Pretore tiene conto delle particolari circostanze di fatto, attinenti alle condizioni del conduttore e del locatore.

Durante la proroga, il conduttore è tenuto al pagamento di un corrispettivo uguale a quello previsto dal contratto di locazione.

La proroga non è concessa se il conduttore è moroso al momento della fissazione dell'esecuzione, o altrimenti inadempiente.

Art. 10.

Per le unità immobiliari soggette alla proroga di cui agli articoli 1 e 6 del presente decreto, e fino alle scadenze ivi indicate, continua ad applicarsi la norma dello art. 6 della legge 21 dicembre 1960, n. 1521.

Art. 11.

Per quanto non previsto dalle precedenti disposizioni continuano ad osservarsi, in quanto applicabili, le norme di cui agli articoli 1, comma secondo, e 2 della legge 23 dicembre 1966, n. 1123.

Art. 12.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e sarà nello stesso giorno presentato alle Camere per la conversione in legge.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 27 giugno 1967

SARAGAT

MORO — REALE — PIERACCINI — PRETI — COLOMBO — ANDREOTTI — CORONA

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 giugno 1967
Atti del Governo, registro n. 211, foglio n. 166. — GRECO

DECRETO-LEGGE 27 giugno 1967, n. **461**.
Integrazione di prezzo del grano duro.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 77, secondo comma della Costituzione;

Visto il trattato istitutivo della Comunità Economica Europea, ratificato con la legge 14 ottobre 1957, n. 1203;

Visto il regolamento della Comunità Economica Europea del 4 aprile 1962, n. 19, relativo alla graduale attuazione di una organizzazione comune dei mercati nel settore dei cereali;

Visto il regolamento della Comunità Economica Europea 13 giugno 1967, n. 120, relativo all'organizzazione dei mercati nel settore dei cereali;

Visto il regolamento della Comunità Economica Europea 13 giugno 1967, n. 135, relativo all'aiuto per il grano duro;

Vista la legge 13 maggio 1966, n. 303, con la quale è stata istituita l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (A.I.M.A.);

Ritenuta la straordinaria necessità e l'urgenza di emanare norme intese a dare attuazione alle citate norme comunitarie;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per l'agricoltura e le foreste di concerto con i Ministri per la grazia e la giustizia, per il bilancio e la programmazione economica, per le finanze e per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

L'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (A.I.M.A.), avvalendosi degli organi di cui al successivo art. 6, provvede, ai sensi delle norme comunitarie e secondo le disposizioni del presente decreto, a corrispondere per il grano duro nazionale prodotto nell'anno 1967 una integrazione di L. 2.172,50 a quintale. Il relativo onere graverà sul fondo di rotazione di cui all'art. 8 del decreto-legge 17 marzo 1967, n. 80, secondo le modalità ivi previste.

L'integrazione è concessa ai produttori di grano duro, semprechè sia stata presentata la denuncia di semina prevista dal decreto-legge 20 maggio 1967, n. 288.

Art. 2.

Per ottenere l'integrazione di cui al precedente articolo 1, i produttori, entro il 15 settembre 1967, debbono presentare domanda all'Ispettorato dell'alimentazione della Provincia in cui è stato prodotto il grano duro, indicando:

1) nome, cognome, data, luogo di nascita e domicilio del produttore;

2) qualifica del produttore (proprietario, mezzadro, colono, affittuario, ecc.);

3) l'ubicazione del fondo in cui è stato prodotto il grano duro (Comune, località, denominazione della azienda);

4) la superficie aziendale coltivata a grano duro;

5) la data e il numero della ricevuta della denuncia di semina di cui al decreto-legge 20 maggio 1967, n. 288;

6) la quantità e la varietà del grano duro prodotto, per cui è chiesta l'integrazione;

7) il magazzino in cui il grano è conservato o le generalità del compratore, o l'ente cui il prodotto è stato conferito per l'ammasso.

In calce alla domanda il richiedente deve attestare che il grano duro per il quale viene chiesta l'integrazione ha le caratteristiche minime di qualità previste per la cessione all'organismo di intervento.

Le domande di cui al primo comma del presente articolo sono esenti da bollo e debbono essere redatte su appositi moduli posti a disposizione degli interessati presso gli Ispettorati provinciali dell'alimentazione e presso gli altri uffici periferici del Ministero dell'agricoltura e delle foreste. Esse possono essere presentate direttamente agli Ispettorati provinciali dell'alimentazione o per il tramite degli Ispettorati provinciali della agricoltura o loro uffici agricoli di zona, degli Ispettorati ripartimentali delle foreste o loro dipendenze, degli Enti di sviluppo, degli uffici comunali, delle associazioni di categoria facenti capo ad organizzazioni a carattere nazionale, degli organismi associativi di produttori agricoli, degli enti gestori di ammassi volontari di grano, degli assuntori di servizi contemplati dall'art. 10 della legge 13 maggio 1966, n. 303, di cui l'A.I.M.A. si avvale per l'esecuzione dei propri compiti di organismo di intervento.

Nel caso in cui il prodotto sia ripartito fra più partecipanti alla impresa agricola, ciascun avente diritto può presentare separata domanda per la parte di propria spettanza con riferimento alla denuncia di semina.

Art. 3.

Gli Enti gestori di ammassi volontari e gli assuntori di servizi contemplati all'articolo 10 della legge 13 maggio 1966, n. 303, di cui l'A.I.M.A. si avvale per l'esecuzione dei propri compiti di organismo di intervento sono tenuti a rilasciare dichiarazioni attestanti rispettivamente i quantitativi di grano duro conferiti agli ammassi o ceduti all'organismo di intervento affinchè siano allegate alla domanda di integrazione di prezzo.

A cura degli Ispettorati provinciali dell'alimentazione saranno inviati ai Comuni, per la pubblicazione negli albi comunali, gli elenchi dei produttori di ciascun Comune che hanno presentato la denunzia delle superfici seminate a grano duro di cui al decreto-legge 20 maggio 1967, n. 288 e gli elenchi dei produttori di ciascun Comune che hanno presentato la domanda di cui al precedente art. 2.

Gli elenchi dovranno riportare per ciascun produttore rispettivamente i dati delle superfici seminate e dei quantitativi di grano duro denunziati.

Art. 4.

Gli Ispettorati provinciali dell'alimentazione provvedono ad espletare i servizi necessari ad assicurare la esatta applicazione delle norme del presente decreto, secondo le istruzioni impartite dall'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo.

Il capo dell'Ispettorato provinciale dell'alimentazione dispone il pagamento dell'integrazione di prezzo agli aventi diritto, con ordinativi su aperture di credito disposte a suo favore dall'Azienda, anche in deroga ai limiti stabiliti dall'art. 56 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, e successive modificazioni.

I rendiconti sugli ordini di accreditamento di cui al precedente comma sono resi con le modalità indicate all'articolo 60 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440 dal capo dell'Ispettorato predetto e sono soggetti al controllo successivo delle Ragionerie regionali dello Stato e delle Delegazioni della Corte dei conti competenti per territorio.

Agli ordinativi estinti da includere nei rendiconti saranno allegati: la domanda di cui all'articolo 2 del presente decreto, la denuncia di semina di cui al decreto-legge 20 maggio 1967, n. 288, le eventuali attestazioni di cui al primo comma del precedente articolo 3, munite del visto dell'ufficio liquidatore.

Art. 5.

Chiunque nelle domande previste dal precedente articolo 2, allo scopo di ottenere integrazioni di prezzo di cui al presente decreto in tutto o in parte non dovute, espone dati e notizie inesatti e chiunque fac-

cia scientemente uso degli anzidetti atti contenenti dati e notizie inesatti è punito, ove il fatto non costituisca più grave reato, con la pena prevista dal primo comma dell'articolo 12 del decreto-legge 9 novembre 1966, numero 912, convertito, con modificazioni, nella legge 23 dicembre 1966, n. 1143.

Se, per effetto delle false dichiarazioni di cui al primo comma, siano state corrisposte integrazioni in tutto o in parte non dovute, si applica, ove il fatto non costituisca più grave reato, la pena prevista dal terzo comma dell'articolo 12 del citato decreto-legge.

Art. 6.

Per l'attuazione dei compiti previsti dal presente decreto, l'Azienda si avvale degli Ispettorati compartimentali e provinciali dell'alimentazione, e può essere autorizzata dal Ministro per l'agricoltura e le foreste ad avvalersi anche di altri uffici periferici del Ministero e di Enti di sviluppo.

Per le esigenze anzidette possono essere comandati, presso l'Azienda e gli uffici statali di cui al precedente comma, dipendenti di altri enti pubblici, nonchè dipendenti di altre Amministrazioni dello Stato. L'onere del personale comandato è assunto dall'Azienda.

Art. 7.

Qualora ai sensi del precedente articolo 6 l'Azienda si avvalga, per il raggiungimento delle finalità di cui al presente decreto, degli Enti di sviluppo, nei limiti stabiliti dal Ministero dell'agricoltura e delle foreste, le somme occorrenti per l'esercizio dei compiti ad esse connessi saranno somministrate dall'Azienda tramite gli Ispettorati dell'alimentazione a mezzo di apertura di credito disposta a favore dei capi dei detti Ispettorati, anche in deroga ai limiti stabiliti dall'art. 56 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, e successive modificazioni.

Questi ultimi sulle aperture di credito di cui al precedente comma potranno anticipare, sulla base di fabbisogni mensili, le somme occorrenti mediante ordinativi a favore degli enti di sviluppo.

Le somme anticipate con tali ordinativi saranno utilizzate dagli Enti di sviluppo ai fini del pagamento agli aventi diritto dell'integrazione di cui all'art. 1 del presente decreto.

Gli enti di sviluppo provvederanno a rendere mensilmente il conto, documentato ai sensi del precedente art. 4, delle somme anticipate ai sensi del secondo comma del presente articolo al capo dell'Ispettorato provinciale dell'alimentazione competente, intestatario dell'apertura di credito. Le successive anticipazioni a favore degli enti di cui sopra sono subordinate alla resa del conto relativo alla precedente anticipazione.

I capi degli Ispettorati provinciali dell'alimentazione renderanno a loro volta il conto trimestrale con le modalità di cui al terzo comma dell'articolo 4.

Gli enti di sviluppo espleteranno le funzioni ad essi affidate secondo le istruzioni impartite dall'Azienda ai sensi del primo comma dell'articolo 4. Per l'espletamento di dette funzioni, essi potranno, per singoli territori, attribuire a propri funzionari il compito di provvedere alla liquidazione ed al pagamento delle integrazioni di prezzo secondo le suddette istruzioni.

Art. 8.

Fino al 31 dicembre 1968 la disposizione dell'articolo 42 del decreto-legge 9 novembre 1966, n. 912, convertito, con modificazioni, nella legge 23 dicembre 1966, n. 1143, è estesa al personale statale in servizio presso gli Ispettorati compartimentali e provinciali dell'alimentazione utilizzato dall'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo per l'esecuzione dei compiti previsti dal presente decreto.

Art. 9.

Per gli oneri di carattere generale, ivi compresi quelli per fitto di locali, derivanti al Ministero dell'agricoltura e delle foreste dall'attuazione del presente decreto, è autorizzata la spesa di lire 100 milioni.

All'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo è assegnata, a carico dello stato di previsione del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, la somma di lire 1.100 milioni per oneri di carattere generale relativi all'applicazione del presente decreto. Tale somma sarà ripartita tra i vari titoli di spesa con decreti del Ministro per il tesoro su proposta di quello per l'agricoltura e le foreste.

All'onere previsto dal presente articolo si provvede con riduzione del fondo iscritto al capitolo 3523 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1967, riguardante provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere, con propri decreti, alle occorrenti variazioni di bilancio..

Art. 10.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e sarà presentato alle Camere per la conversione in legge.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 27 giugno 1967

SARAGAT

MORO — RESTIVO — REALE — PIERACCINI — PRETI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 27 giugno 1967
Atti del Governo, registro n. 211, foglio n. 167. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 15 maggio 1967, n. **462**.

Estinzione dell'Asilo infantile « Ferrante Aporti », con sede in Genova-Sampierdarena.

N. 462. Decreto del Presidente della Repubblica 15 maggio 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'Asilo infantile « Ferrante Aporti », con sede in Genova-Sampierdarena, viene estinto ed il relativo patrimonio devoluto all'E.C.A. di Genova.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 giugno 1967
Atti del Governo, registro n. 211, foglio n. 149. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 15 maggio 1967, n. **463**.

Erezione in ente morale dell'Asilo infantile Stella Mattutina, con sede in comune di Carmagnola (Torino).

N. 463. Decreto del Presidente della Repubblica 15 maggio 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, l'Asilo infantile Stella Mattutina, con sede in Furneri, frazione del comune di Carmagnola (Torino), viene eretto in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *giugno* 1967
Atti del Governo, registro n. 211, *foglio n.* 129. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 19 maggio 1967, n. **464**.

Estinzione dell'Opera nazionale di assistenza materna a favore della maternità e della prima infanzia, con sede in Roma.

N. 464. Decreto del Presidente della Repubblica 19 maggio 1967, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene dichiarata estinta l'Opera nazionale di assistenza materna a favore della maternità e della prima infanzia, con sede in Roma, e il relativo patrimonio devoluto all'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia, con sede in Roma.

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *giugno* 1967
Atti del Governo, registro n. 211, *foglio n.* 147. — GRECO

DECRETO MINISTERIALE 10 giugno 1967.

Trasferimento all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica dell'impresa Pace Angelo, con sede in Bosia (Cuneo).

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Vista la legge 6 dicembre 1962, n. 1643, relativa alla istituzione dell'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica e trasferimento ad esso delle imprese esercenti le industrie elettriche;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36, recante norme relative ai trasferimenti all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica delle imprese esercenti le industrie elettriche;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 25 febbraio 1963, n. 138, recante norme relative agli indennizzi da corrispondere alle imprese assoggettate a trasferimento all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 22 maggio 1963, n. 729, recante norme relative all'obbligo di comunicazione dei dati concernenti le attività elettriche e al trasferimento delle imprese di cui al n. 8 dell'art. 4 della legge 6 dicembre 1962, n. 1643;

Vista la legge 27 giugno 1964, n. 452, sul rinnovo di delega al Governo per la emanazione di norme relative all'organizzazione e al trattamento tributario dell'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica, e norme integrative della legge 6 dicembre 1962, n. 1643;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1965, n. 342, recante norme integrative della legge 6 dicembre 1962, n. 1643, e norme relative al coordinamento e all'esercizio delle attività elettriche esercitate da enti ed imprese diversi dall'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica;

Visto il provvedimento ministeriale n. 687745 del 9 marzo 1964 con il quale è stata riconosciuta la sussistenza delle condizioni di esonero dal trasferimento all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica ai sensi del n. 8 dell'art. 4 della legge 6 dicembre 1962, n. 1643, nei confronti dell'impresa Pace Angelo, con sede in Bosia (Cuneo);

Visti i dati relativi all'attività elettrica esplicata dall'impresa suddetta negli anni 1965 e 1966, convalidati dall'Ufficio tecnico delle imposte di fabbricazione di Torino, e comunicati dall'impresa medesima ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 22 maggio 1963, n. 729, modificato dall'art. 8 del decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1965, n. 342;

Considerato che l'impresa suddetta negli anni 1965 e 1966 ha distribuito energia elettrica acquistata da terzi e che tali acquisti risultano dovuti a motivi non occasionali e ricorrenti;

Considerato pertanto che occorre provvedere al trasferimento dell'impresa anzidetta a norma dell'art. 4 del decreto del Presidente della Repubblica 18 marzo 1965, n. 342;

Ritenuto che l'impresa Pace Angelo, con sede in Bosia (Cuneo), rientra tra le imprese previste dall'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36;

Decreta:

Art. 1.

L'impresa Pace Angelo, con sede in Bosia (Cuneo), è trasferita all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica con gli effetti previsti dall'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36.

La consegna dei beni all'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica è effettuata secondo le disposizioni del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36.

Art. 2.

L'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica provvede alla restituzione alla impresa Pace Angelo, con sede in Bosia (Cuneo), dei beni eventualmente non ritenuti, secondo le disposizioni contenute nell'art. 4 della legge 6 dicembre 1962, n. 1643, e dell'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 4 febbraio 1963, n. 36.

Art. 3.

L'indennizzo è determinato e corrisposto dall'Ente Nazionale per l'Energia Elettrica secondo le disposizioni della legge 6 dicembre 1962, n. 1643, e del decreto del Presidente della Repubblica 25 febbraio 1963, numero 138.

Art. 4.

Il presente decreto ha effetto dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 10 giugno 1967

Il Ministro: ANDREOTTI

(6599)

DECRETO MINISTERIALE 12 giugno 1967.

Nomina di un componente della Deputazione della Borsa merci di Napoli per l'anno 1967.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Visti la legge 20 marzo 1913, n. 272, riguardante l'ordinamento delle Borse di commercio ed il relativo regolamento approvato con regio decreto 4 agosto 1913, n. 1068;

Vista la legge 30 maggio 1950, n. 374, sul ripristino delle Borse merci;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 16 luglio 1961, con il quale è stata ricostituita la Borsa merci di Napoli ed è stato fissato il numero dei componenti della Deputazione della Borsa medesima;

Visto il decreto ministeriale 4 aprile 1967, relativo alla nomina di sei membri effettivi e di tre supplenti della Deputazione della Borsa merci di Napoli per l'anno 1967;

Vista la proposta formulata dalla Camera di commercio, industria, artigianato e agricoltura di Napoli con nota 26 maggio 1967, n. 1038;

Decreta:

L'avv. Mattia Nunziante è nominato membro effettivo della Deputazione della Borsa merci di Napoli per l'anno 1967.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 giugno 1967

Il Ministro: ANDREOTTI

(6600)

DECRETO PREFETTIZIO 6 giugno 1967.

Sostituzione di un membro del Consiglio provinciale di sanità di Brindisi.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI BRINDISI

Vista la lettera in data 18 aprile c.a., con la quale il dott. Giuseppe De Marco, rappresentante dell'Ordine provinciale dei farmacisti, in seno al Consiglio provinciale di sanità, rassegna le dimissioni da tale carica per motivi professionali;

Vista la nota n. 651 B.5 del 31 maggio c.a., con la quale il presidente dell'Ordine dei farmacisti della Provincia designa, in sostituzione del dimissionario, il dottor Nicola Perrino;

Visto il decreto prefettizio 12 marzo 1965, n. 186-27/ Gab., di ricostituzione del Consiglio provinciale di sanità per il triennio 1965-1967;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 febbraio 1961, n. 257;

Decreta:

Il dott. Nicola Perrino è nominato membro del Consiglio provinciale di sanità in rappresentanza dell'Ordine provinciale dei farmacisti, in sostituzione del dottor Giuseppe De Marco, dimissionario.

Brindisi, addì 6 giugno 1967

Il prefetto: DE CAMPORA

(6365)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA DIFESA

Trasferimento dal Demanio pubblico militare (Esercito) al patrimonio dello Stato, di parte del poligono di tiro di S. Nicolò di Lido, sito in comune di Venezia.

Con decreto interministeriale n. 379, in data 15 febbraio 1966, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico militare (Esercito) al patrimonio dello Stato di parte dell'area costituente il poligono di tiro a segno di S. Nicolò di Lido, sito in comune di Venezia, foglio n. 22, particella n. 121-*b*, della superficie complessiva di mq. 19.390.

(6709)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di « Clinica ostetrica e ginecologica » presso la Facoltà di medicina e chirurgia dell'Università di Torino.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, si comunica che presso la Facoltà di medicina e chirurgia dell'Università di Torino, è vacante la cattedra di « Clinica ostetrica e ginecologica », alla cui copertura la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(6927)

Vacanza della cattedra di « Statistica metodologica ed economica » presso la Facoltà di economia marittima dell'Istituto universitario navale di Napoli.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, si comunica che presso la Facoltà di economia marittima dell'Istituto universitario navale di Napoli, è vacante la cattedra di « Statistica metodologica ed economica », alla cui copertura la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(6928)

Autorizzazione alla Cassa scolastica dell'Istituto tecnico industriale « L. Da Vinci » di Pisa, ad accettare una donazione.

Con decreto del prefetto della provincia di Pisa n. 2764 del 24 marzo 1967, la Cassa scolastica dell'Istituto tecnico industriale « L. Da Vinci » di Pisa, nella persona del suo presidente, è stata autorizzata ad accettare la donazione della somma di L. 20.265 e di L. 200.000 disposta in suo favore da familiari, enti, personale, allievi ed ex allievi dell'Istituto predetto al fine di istituire una borsa annuale di studio intitolata alla memoria dell'alunno « Alessandro Ferroni ».

(6708)

Autorizzazione alla Cassa scolastica della Scuola media « E. Cocchia » di Avellino ad accettare una donazione

Con decreto n. 15481/II del 17 maggio 1967, il prefetto di Avellino ha autorizzato la Cassa scolastica della Scuola media « E. Cocchia » della stessa città, ad accettare la donazione di L. 300.000 in titoli ISVEIMER per la istituzione di due premi di studio da intestarsi a « Dorino Caso ».

(6856)

Diffida per smarrimento di diploma originale di abilitazione definitiva all'esercizio della professione di farmacista

Il dott. Rino Delfanti, nato a Ferrara il 10 marzo 1926, ha dichiarato di avere smarrito il diploma originale di abilitazione definitiva all'esercizio della professione di farmacista rilasciatogli dalla Università di Ferrara in data 18 marzo 1964.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del diploma smarrito a consegnarlo alla Università di Ferrara.

(6606)

Diffida per smarrimento di certificati sostitutivi a tutti gli effetti di diplomi originali di abilitazione professionale

Il dott. Giulio Curcio, nato a Napoli il 20 luglio 1928, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma di abilitazione all'esercizio della professione di medico chirurgo rilasciatogli dalla Università di Napoli in data 4 maggio 1961.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Napoli.

Il dott. Pietro Carbonelli, nato a Napoli il 2 marzo 1931, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma originale di abilitazione all'esercizio della professione di medico chirurgo rilasciatogli dalla Università di Napoli in data 27 maggio 1961.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Napoli.

(6607)

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 13 marzo 1967, registrato alla Corte dei conti il 26 aprile 1967, registro n. 36 Pubblica istruzione, foglio n. 161, è stato respinto il ricorso al Governo della Repubblica prodotto dalla Società Italcementi di Bergamo avverso il decreto ministeriale in data 25 agosto 1965, con il quale è stato imposto il vincolo di notevole interesse pubblico, ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ad una zona panoramica sita nel comune di Mezzocorona (Trento).

(6604)

Con decreto del Presidente della Repubblica del 23 dicembre 1966, registrato alla Corte dei conti il 21 marzo 1967, registro n. 26, foglio n. 43, è stato dichiarato inammissibile il ricorso straordinario prodotto dalla prof.ssa Barillari Teresa avverso gli atti del concorso a cattedre di lettere italiane indetto con decreto ministeriale 1° ottobre 1960.

(6605)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del piano regolatore generale del comune di Borgo San Lorenzo (Firenze)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 29 gennaio 1967, registrato alla Corte dei conti il 3 maggio 1967, registro n. 9 Lavori pubblici, foglio n. 211, è stato approvato il piano regolatore generale del comune di Borgo San Lorenzo (Firenze).

Copia di tale decreto, munita del visto di conformità all'originale, sarà depositata negli uffici comunali a libera visione del pubblico; a' termini dell'art. 10 della legge 17 agosto 1942, n. 1150.

(6710)

Proroga del termine di attuazione del piano di ricostruzione del comune di Mirabella Eclano (Avellino)

Con decreto ministeriale 5 maggio 1967, n. 508, registrato alla Corte dei conti il 17 maggio 1967, registro n. 10 Lavori pubblici, foglio n. 280, il termine fissato con i decreti ministeriali 6 luglio 1963, n. 3032 e 12 maggio 1965, n. 565, per l'attuazione del piano di ricostruzione del comune di Mirabella Eclano (Avellino), e per il compimento delle relative espropriazioni, è prorogato al 6 luglio 1968.

(6711)

Esito di ricorsi

Con decreto del Presidente della Repubblica 4 aprile 1967, registrato alla Corte dei conti il 10 maggio 1967, registro n. 9, foglio n. 354, è stato respinto, in conformità del parere emesso dal Consiglio di Stato nell'adunanza del 9 febbraio 1967, il ricorso straordinario prodotto dal sorvegliante idraulico di 1ª classe Bernini Marcello per chiedere la declaratoria di illegittimità del provvedimento con il quale veniva comunicato al medesimo che le esigenze di servizio non consentivano il suo trasferimento dall'Ufficio del Genio civile di Sondrio ad altra sede.

(6855)

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 7 marzo 1967, registrato alla Corte dei conti il 10 maggio 1967, registro n. 9, foglio n. 355, è stato respinto perchè infondato il ricorso straordinario al Capo dello Stato prodotto dall'ing. Hellmann Ferruccio avverso la nota 30 settembre 1965, n. 24383, con la quale il Ministero dei lavori pubblici aveva informato il predetto impiegato della ricusazione del visto, da parte della Corte dei conti, al decreto relativo al suo collocamento nei ruoli aggiunti della carriera direttiva - ingegneri del Genio civile.

(6603)

Avviso di rettifica

Nel decreto ministeriale 9 maggio 1967 « Nomina del presidente e ricostituzione del Consiglio di amministrazione e del Collegio dei revisori dell'Istituto per lo Sviluppo dell'Edilizia Sociale (I.S.E.S.), con sede in Roma », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 128 del 23 maggio 1967, al secondo comma dell'art. 2, in luogo di: « prefetto Bellisario dott. Paolo, direttore generale della *sicurezza* pubblica, . . . » e al primo comma dell'art. 3, in luogo di: « . . . quinquennio », deve leggersi rispettivamente: « prefetto Bellisario dott. Paolo, direttore generale dell'*assistenza* pubblica, . . . » e « . . . quadriennio ».

(6625)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento di ventuno società cooperative di varie Provincie

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 19 maggio 1967, le seguenti Società cooperative sono sciolte ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile senza far luogo alla nomina di commissario liquidatore non essendovi rapporti patrimoniali da definire.

1) Società cooperativa « Filatoio Sarnico », con sede in Sarnico (Bergamo), costituita per rogito Volpi in data 9 luglio 1959, repertorio 4191;

2) Società cooperativa produzione e lavoro « La Primavera », con sede in Pieve di Cento (Bologna), costituita per rogito Stame in data 3 gennaio 1955, repertorio n. 39148;

3) Società cooperativa « Lario di consumo », con sede in Como, costituita per rogito Seveso in data 19 febbraio 1949, n. 11396-3699;

4) Società cooperativa « Anonima fra Muratori ed Affini circondario di Crema », con sede in Crema (Cremona), costituita per rogito Bolzani in data 20 gennaio 1889, repertorio n. 4618/2080;

5) Società cooperativa « Veterani e Reduci delle Patrie Battaglie della Città e Circondario di Crema », con sede in Crema (Cremona), costituita per rogito Bolzani in data 6 giugno 1891;

6) Società cooperativa « Sociale di consumo di Izano », con sede in Izano (Cremona), costituita per rogito Pergami in data 13 giugno 1920, repertorio n. 1989-3614;

7) Società cooperativa « Agricola Terra Feconda », con sede in Ripalta Arpina (Cremona), costituita per rogito Pergami in data 25 gennaio 1920;

8) Società cooperativa Anonima produzione lavoro e consumo « Carlo Marx di Sergnano », con sede in Sergnano (Cremona), costituita per rogito Pergami in data 1° gennaio 1920, repertorio n. 2018/3656;

9) Società cooperativa « Pescatori Dadus », con sede in Borgoforte (Mantova), costituita per rogito Nicolini in data 26 aprile 1961, repertorio n. 18185;

10) Società cooperativa « Edilizia Giardino », con sede in Viadana, frazione S. Matteo delle Chiaviche (Mantova), costituita per rogito Cavandoli in data 25 luglio 1963, repertorio numero 11599/4759;

11) Società cooperativa « Caseificio Manerina », con sede in San Martino Spino di Mirandola (Modena), costituita per rogito Mencioli in data 20 dicembre 1961, repertorio n. 15191;

12) Società cooperativa di « Produzione e lavoro ed edificatrice Cannobiese », con sede in Cannobio (Novara), costituita per rogito Reschigna in data 28 dicembre 1952, repertorio numero 10/7;

13) Società cooperativa « Domus Cooperativa Edile Ferrovieri », con sede in Domodossola (Novara), costituita per rogito Darioli in data 3 dicembre 1949, repertorio n. 16806;

14) Società cooperativa « Libera Film », con sede in Stresa (Novara), costituita per rogito Russo in data 8 giugno 1946, repertorio n. 607/319;

15) Società cooperativa « Cappellificio Intrese », con sede in Verbania Intra (Novara), costituita per rogito Manfredini in data 29 luglio 1955, repertorio n. 2603;

16) Società cooperativa « Edilizia La Spotornese », con sede in Spotorno (Savona), costituita per rogito Sansa in data 25 gennaio 1959, repertorio n. 3633;

17) Società cooperativa « Case Economiche e Popolari per Mutilati ed Invalidi del Lavoro », con sede in Torino, costituita per rogito Mandelli in data 5 novembre 1949, repertorio numero 32639/13377;

18) Società cooperativa « E.L.M.A. - Ente Lavorazioni Meccaniche ed Affini », con sede in Torino, costituita per rogito Grassi Reverdini in data 26 settembre 1956, repertorio n. 59657;

19) Società cooperativa « Consorzio cooperativo fra alimentaristi e dettaglianti », con sede in Cerea (Verona), costituita per rogito Cavaliere in data 6 settembre 1942, repertorio numero 15876;

20) Società cooperativa « di Consumo fra cittadini di Isola della Scala e paesi limitrofi », con sede in Isola della Scala (Verona), costituita per rogito Valdettaro in data 17 giugno 1945, repertorio n. 2176/706;

21) Società cooperativa edilizia « Gioventù », con sede in Verona, costituita per rogito Peres in data 30 giugno 1961, repertorio n. 28825.

(6480)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione alla provincia di Pesaro e Urbino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 19 giugno 1967, la provincia di Pesaro e Urbino viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 2.410.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(6893)

Autorizzazione alla provincia di Pescara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 16 giugno 1967, la provincia di Pescara viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 2.354.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dellart. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51

(6894)

Autorizzazione al comune di Torre Santa Susanna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 20 giugno 1967, il comune di Torre Santa Susanna (Brindisi) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 65.169.356, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dellart. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6895)

Autorizzazione al comune di Bidonì ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 20 giugno 1967, il comune di Bidonì (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.690.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(6896)

Autorizzazione al comune di Burcei ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 20 giugno 1967, il comune di Burcei (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(6897)

Autorizzazione al comune di Soleminis ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 20 giugno 1967, il comune di Soleminis (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.490.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(6898)

Autorizzazione al comune di Siamaggiore ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 20 giugno 1967, il comune di Siamaggiore (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 6.180.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6899)

Autorizzazione al comune di Marcedusa ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 20 giugno 1967, il comune di Marcedusa (Catanzaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 15.385.580, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(6901)

Autorizzazione al comune di Spinete ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 20 giugno 1967, il comune di Spinete (Campobasso) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.675.030, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(6902)

Autorizzazione al comune di Lupara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 20 giugno 1967, il comune di Lupara (Campobasso) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.177.685, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n 51.

(6904)

Autorizzazione al comune di Villanovafranca ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 20 giugno 1967, il comune di Villanovafranca (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.880.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6905)

Autorizzazione al comune di Monterosso Calabro ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 20 giugno 1967, il comune di Monterosso Calabro (Catanzaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.785.030, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6900)

Autorizzazione al comune di Sini ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 20 giugno 1967, il comune di Sini (Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.390.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6906)

Autorizzazione al comune di Macchia d'Isernia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 20 giugno 1967, il comune di Macchia d'Isernia (Campobasso) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.780.825, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6903)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 120

Corso dei cambi del 27 giugno 1967 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,41	624,35	624,37	624,35	624,35	—	624,35	624,35	624,48	624,35
$ Can.	578,21	578,35	578,25	578,40	578,30	—	578,25	578,40	578,30	578,20
Fr. Sv.	144,69	144,66	144,68	144,69	144,65	—	144,705	144,69	144,69	144,68
Kr. D.	90,20	90,15	90,17	90,15	90,20	—	90,13	90,15	90,20	90,20
Kr. N.	87,37	87,34	87,40	87,375	87,35	—	87,365	87,375	87,37	87,35
Kr. Sv.	121,20	121,21	121,28	121,29	121,20	—	121,28	121,29	121,20	121,20
Fol.	173,41	173,31	173,34	173,36	173,40	—	173,36	173,26	173,41	173,32
Fr. B.	12,58	12,58	12,5835	12,5825	12,575	—	12,582	12,5825	12,58	12,58
Franco francese	127,34	127,30	127,35	127,34	127,30	—	127,345	127,34	127,35	127,32
Lst.	1742 —	1741,60	1742 —	1742 —	1741,50	—	1741,75	1742 —	1742,30	1741,50
Dm. occ.	156,94	156,86	156,925	156,875	156,85	—	156,86	156,875	156,94	156,88
Scell. Austr.	24,17	24,17	24,1750	24,1690	24,18	—	24,16875	24,1690	24,17	24,17
Escudo Port.	21,72	21,72	21,72	21,73	21,80	—	21,715	21,73	21,73	21,73
Peseta Sp.	10,41	10,40	10,41	10,4120	10,42	—	10,413	10,4120	10,41	10,41

Media dei titoli del 27 giugno 1967

Titolo	Valore
Rendita 5 % 1935	105 —
Redimibile 3,50 % 1934	101,10
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	87,275
Id. 5 % (Ricostruzione)	98,50
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	97,775
Id. 5 % (Città di Trieste)	97,75
Id. 5 % (Beni Esteri)	97,70
Certificati di credito del Tesoro 5 % 1976	98,725
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1968)	100 —
» 5 % (» 1° aprile 1969)	100 —
» 5 % (» 1° gennaio 1970)	100,075
» 5 % (» 1° gennaio 1971)	100,05
» 5 % (» 1° aprile 1973)	100 —
» 5 % (» 1° aprile 1974)	100 —
» 5 % (» 1° aprile 1975)	100 —
» 5 % (» 1°-10 1975) - II emiss.	100 —

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 27 giugno 1967

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	624,35
1 Dollaro canadese	578,325
1 Franco svizzero	144,697
1 Corona danese	90,14
1 Corona norvegese	87,37
1 Corona svedese	121,285
1 Fiorino olandese	173,36
1 Franco belga	12,582
1 Franco francese	127,342
1 Lira sterlina	1741,875
1 Marco germanico	156,867
1 Scellino austriaco	24,169
1 Escudo Port.	21,722
1 Peseta Sp.	10,412

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

Dati sintetici del conto riassuntivo del Tesoro del mese di maggio 1967

Il conto riassuntivo del Tesoro del mese di maggio 1967 che sarà pubblicato prossimamente in supplemento straordinario conterrà fra l'altro i seguenti dati:

MOVIMENTO GENERALE DI CASSA

		Dal 1° gennaio al 31 maggio 1967				
		Incassi (milioni di lire)			Pagamenti (milioni di lire)	
Fondo di cassa al 31 dicembre 1966				9.236		
Gestione di bilancio						
Entrate tributarie	competenza	2.358.136				
	residui	300 668				
	Totale		2.658.804			
Entrate extra-tributarie	competenza	110.178				
	residui	82.670				
	Totale		192.843			
Entrate tributarie ed extra-tributarie e spese correnti	competenza	2.468.314				
	residui	383.338				
	Totale			2.851.652		
Alienazione ed ammortamento di beni patrimoniali e rimborso di crediti	competenza	7.511			1.811.001	
	residui	1.213			277.468	
	Totale			8.724		2.008.469
Accensione di prestiti	competenza	261.127				
	residui	2.227				
	Totale			263.354		
Spese in conto capitale	competenza				281.224	
	residui				130.093	
	Totale					411.317
Rimborso di prestiti	competenza				1.496	
	residui				6.470	
	Totale					7.966
Gestione di Tesoreria						
In conto debiti di Tesoreria:						
Debito fluttuante		2.049.180			2.480.901	
Conti correnti		8.894.690			8.832.753	
Incassi da regolare		1.473.569			1.391.432	
Altre gestioni		4.394.971			3.861.341	
	Totale			16.812.410		16.566.427
In conto crediti di Tesoreria:						
Crediti per operazioni di portafoglio		69.494			90.085	
Pagamenti da regolare		127.671			191.391	
Pagamenti da rimborsare sui c/c rispettivi		530.846			841.210	
Altri crediti		7.216.600			7.732.003	
	Totale			7.994.611		8.854.689
	Totale complessivo			27.939.987		27.928.868
Fondo di cassa al 31 maggio 1967						11.119
	Totale a pareggio			27.939.987		27.939.987

SITUAZIONE DEL TESORO

	Al 31 maggio 1967 (milioni di lire)		
Fondo di cassa		11.119	
Crediti di Tesoreria			
Crediti per operazioni di portafoglio	23.168		
Pagamenti da regolare	215.683		
Pagamenti da rimborsare sui conti correnti rispettivi	604.626		
Altri crediti	1.805.946		
Totale crediti		2.649.423	
In complesso			2.660.542
Debiti di Tesoreria			
Debito fluttuante	3.464.888		
Conti correnti	1.855.746		
Incassi da regolare	165.863		
Altre gestioni	916.868		
Totale debiti			6.403.365
Situazione del Tesoro (passività)			3.742.823
Circolazione di Stato (metallica e cartacea) al 31 maggio 1967	195.407		

L'ispettore generale: P. CARBONE *Il direttore generale del Tesoro*: G. STAMMATI

(6978)

BANCA D'ITALIA

CAPITALE SOCIALE INTERAMENTE VERSATO L. 300 000 000

SITUAZIONE AL 31 MAGGIO 1967

ATTIVO		
Oro in cassa	L.	1.510.312.155.056 —
Cassa	»	44.550.421.404 —
Portafoglio su piazze italiane	»	823.768.406.608 —
Effetti ricevuti per l'incasso	»	286.263.302 —
Anticipazioni	»	547.533.229.555 —
Prorogati pagamenti alle Stanze di compensazione	»	86.700.000.000 —
Ufficio Italiano dei Cambi - Conto corrente	»	2.118.540.000.146 —
Titoli dello Stato o garantiti dallo Stato	»	489.836.185.949 —
Immobili per gli uffici	»	1 —
Debitori diversi	»	265.691.864.410 —
Anticipazioni al Tesoro - Straordinarie	»	339.000.000.000 —
Conto corrente del Tesoro per il servizio di Tesoreria	»	522.606.082.425 —
Servizi diversi per conto dello Stato	»	58.348.114.879 —
Spese	»	24.606.639.142 —
	L.	6.831.779.362.877 —
Depositi in titoli e valori diversi	»	6.070.015.618.500 —
	L.	12.901.794.981.377 —
Partite ammortizzate nei passati esercizi	»	2.602.396.938 —
TOTALE GENERALE	L.	12.904.397.378.315 —

PASSIVO				
Circolazione			L.	4.225.135.955.000 —
Vaglia cambiari, assegni ed altri debiti a vista della Banca			»	23.999.671.045 —
Depositi in conto corrente liberi			»	76.165.656.843 —
Conti correnti vincolati			»	2.091.555.614.253 —
Creditori diversi			»	376.699.087.742 —
Rendite del corrente esercizio			»	24.847.054.891 —
			L.	6.818.403.039.774 —
Capitale sociale	L.	300 000.000 —		
Fondo di riserva ordinario	»	8.127.949.875 —		
Fondo di riserva straordinario	»	4.948.373.228 —		13.376.323.103 —
			L.	6.831.779.362.877 —
Depositanti			»	6.070.015.618.500 —
			L.	12.901.794.981.377 —
Partite ammortizzate nei passati esercizi			»	2.602.396.938 —
TOTALE GENERALE			L.	12.904.397.378.315 —

(6978) *Il Governatore* CARLI *Il Ragioniere Generale*: FALSINI

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina del presidente della Cassa rurale ed artigiana di Sciacca, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Sciacca (Agrigento), in liquidazione coatta.

Nella riunione del 30 maggio 1967, tenuta dal Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Sciacca, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Sciacca (Agrigento), in liquidazione coatta, l'avv. Baldassare Santangelo è stato nominato presidente del Comitato stesso, ai sensi e per gli effetti dell'art. 67, comma ottavo, del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

(6943)

Autorizzazione all'incorporazione della Cassa rurale ed artigiana di Spino d'Adda, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Spino d'Adda (Cremona), in gestione straordinaria, da parte della Banca popolare agricola cooperativa di Crema, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Crema (Cremona) ed alla sostituzione di quest'ultima nell'esercizio dello sportello dell'incorporanda in Spino d'Adda.

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato in data 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane approvato con regio decreto 26 agosto 1937, n. 1706, modificato con la legge 4 agosto 1955, n. 707;

Viste le deliberazioni, perfezionate nei modi di legge, adottate rispettivamente in data 17 e 19 febbraio 1967 dalle assemblee dei soci della Cassa rurale ed artigiana di Spino d'Adda, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede legale in Spino d'Adda (Cremona), in gestione straordinaria, e della Banca popolare agricola cooperativa di Crema, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede legale in Crema (Cremona);

Ritenuta l'opportunità, nell'interesse dei creditori della predetta Cassa rurale ed artigiana di Spino d'Adda, di autorizzare l'incorporazione della stessa da parte della citata Banca popolare agricola cooperativa di Crema;

Dispone:

1. Nulla osta all'incorporazione della Cassa rurale ed artigiana di Spino d'Adda, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede legale in Spino d'Adda (Cremona), in gestione straordinaria, da parte della Banca popolare agricola cooperativa di Crema, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede legale in Crema (Cremona).

2. La Banca incorporante è autorizzata a sostituirsi con una propria dipendenza nell'esercizio dello sportello bancario della incorporanda in Spino d'Adda.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 19 giugno 1967

Il Governatore: CARLI

(6945)

Autorizzazione all'incorporazione della Cassa rurale ed artigiana di Ponte S. Maria Maddalena, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Novafeltria (fraz. Uffogliano), da parte della Banca popolare del Montefeltro, già di Macerata Feltria e di S. Agata Feltria, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede in Macerata Feltria, ed alla sostituzione di quest'ultima nell'esercizio dello sportello dell'incorporanda in Novafeltria (frazione Uffogliano).

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato in data 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane approvato con regio decreto 26 agosto 1937, n. 1706, modificato con la legge 4 agosto 1955, n. 707;

Viste le deliberazioni, perfezionate nei modi di legge, adottate rispettivamente in data 26 febbraio 1967 e 5 marzo 1967 dalle assemblee dei soci della Cassa rurale ed artigiana di Ponte S. Maria Maddalena, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede legale in Novafeltria (fraz. Uffogliano), e della Banca popolare del Montefeltro, già di Macerata Feltria e di S. Agata Feltria, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede legale in Macerata Feltria;

Ritenuta l'opportunità, nell'interesse dei creditori della predetta Cassa rurale ed artigiana di Ponte S. Maria Maddalena, di autorizzare l'incorporazione della stessa da parte della citata Banca popolare del Montefeltro, già di Macerata Feltria e di S. Agata Feltria;

Dispone:

1. Nulla osta all'incorporazione della Cassa rurale ed artigiana di Ponte S. Maria Maddalena, società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede legale in Novafeltria (fraz. Uffogliano), da parte della Banca popolare del Montefeltro, già di Macerata Feltria e di S. Agata Feltria, società cooperativa a responsabilità limitata, con sede legale in Macerata Feltria.

2. La Banca incorporante è autorizzata a sostituirsi con una propria dipendenza nell'esercizio dello sportello bancario della incorporanda in Novafeltria (fraz. Uffogliano).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 19 giugno 1967

Il Governatore: CARLI

(6944)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 1ª classe vacante nel comune di Barletta (Bari)

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 27 gennaio 1967 per il conferimento del posto di segretario generale di 1ª classe vacante nel comune di Barletta;

Visto il decreto ministeriale in data 18 maggio 1967, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 1ª classe vacante nel Comune di Barletta, nell'ordine appresso indicato:

1. Caimmi dott. Luigi	punti	76,10	su 132
2. Zito dott. Francesco	»	75,20	»
3. Schinco dott. Emilio	»	74,64	»
4. Panebianco dott. Gaetano	»	74,50	»
5. Riccitiello dott. Ciro	»	73,84	»
6. Costa dott. Antonio	»	71,46	»
7. Di Pietro dott. Alfio	»	71,27	»
8. Cieri dott. Annibale	»	71,13	»
9. Schlitzer dott. Pasquale	»	69,96	»
10. Riolfatti dott. Tullio	»	69,78	»
11. Fornaciari dott. Raul	»	69,48	»
12. Gracili dott. Rino	»	69 —	»
13. Procaccini dott. Domenico	»	67,81	»
14. Ganci dott. Rosario	»	67,30	»
15. Di Pietrantonio Saveri	»	67,18	»
16. Vietto dott. Giovanni	»	66,22	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 29 maggio 1967

p. *Il Ministro*: GASPARI

(6763)

MINISTERO DEL TESORO

Costituzione della Commissione esaminatrice per il concorso ad agente di cambio presso la Borsa valori di Torino.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 23 maggio 1956, n. 515, recante norme per i concorsi ad agente di cambio;

Visto il proprio decreto 11 novembre 1966, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 8 dell'11 gennaio 1967, con il quale è stato indetto il concorso per la nomina a diciannove posti di agente di cambio presso la Borsa valori di Torino;

Ritenuta la necessità di nominare la Commissione esaminatrice di cui all'art. 3 della legge predetta ed all'art. 7 del bando di concorso;

Decreta:

La Commissione esaminatrice prevista dal bando di concorso per la nomina di diciannove agenti di cambio presso la Borsa valori di Torino, indetto con decreto ministeriale 11 novembre 1966 è composta come segue:

Presidente:

Cannizzaro dott. Orazio, ispettore generale del Tesoro.

Membri:

Iona prof. Luciano, presidente della Deputazione della Borsa valori di Torino;

Etzi dott. Carlo, presidente del Comitato direttivo degli agenti di cambio della Borsa valori di Torino;

Carone dott. Giuseppe, rappresentante della Camera di commercio di Torino;

Castellino prof. Giovanni, titolare di ruolo della cattedra di tecnica bancaria e professionale presso la Facoltà di economia e commercio dell'Università degli studi di Torino.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 5 giugno 1967

Il Ministro: COLOMBO

Registrato alla Corte dei conti, addì 12 *giugno* 1967
Registro n. 13 *Tesoro, foglio n.* 399

(6814)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria generale del concorso per esame a un posto di vice segretario in prova, nel ruolo del personale di concetto delle Soprintendenze alle antichità e belle arti per la sede di Trento.

Nel Bollettino ufficiale, parte II, del 25 maggio 1967, n. 21, è stato pubblicato il decreto ministeriale 23 dicembre 1966, registrato alla Corte dei conti il 23 marzo 1967, registro n. 26, foglio n. 93, relativo alla graduatoria generale di merito e dei vincitori del concorso per esame ad un posto di vice segretario in prova nel ruolo del personale di concetto delle Soprintendenze alle antichità e belle arti, per la sede di Trento.

(6721)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria del concorso per titoli ed esami a trenta posti di ingegnere di 2ª classe nel ruolo tecnico della carriera direttiva della Associazione nazionale per il controllo della combustione.

Nel Bollettino straordinario del personale dell'Associazione nazionale per il controllo della combustione del mese di maggio 1967, è stata pubblicata la graduatoria del concorso per titoli ed esami a 30 posti di ingegnere di 2ª classe nel ruolo tecnico della carriera direttiva dell'Associazione nazionale per il controllo della combustione indetto il 21 maggio 1966.

(6718)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Avviso relativo ai risultati del concorso a tre posti di sperimentatore, specializzazioni in « Chimica agraria » e « Tecnica del freddo », carriera direttiva degli sperimentatori.

In data 10 giugno 1967, sono stati pubblicati nel supplemento n. 9 al Bollettino ufficiale del Ministero dell'agricoltura e delle foreste, i risultati del concorso a tre posti di sperimentatore, specializzazioni in « chimica agraria » e « tecnica del freddo » carriera direttiva degli sperimentatori, indetto col decreto ministeriale 25 novembre 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 39 del 14 febbraio 1966.

(6713)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Diario delle prove scritte del concorso per esami a cinque posti di chimico in prova (ex coeff. 271) nella carriera direttiva del Servizio chimico del Corpo delle miniere.

Le prove scritte del concorso per esami a cinque posti di chimico in prova (ex coeff. 271) nella carriera direttiva del ruolo del Servizio chimico del Corpo delle miniere, di cui al decreto ministeriale 6 luglio 1966, che, per sopraggiunte difficoltà di carattere tecnico, non hanno potuto essere effettuate nei giorni 3, 5, 6, e 7 giugno 1967, come da diario pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 104 del 26 aprile 1967, si svolgeranno in Roma — presso l'Istituto di chimica dell'Università - Città universitaria — secondo il seguente diario, con inizio alle ore 8,30:

1) prova scritta, per tutti i candidati, 15 luglio 1967;

2) prove pratiche, per gruppi di candidati ed in turni di tre giorni per ciascun gruppo, a partire dal 17 luglio 1967.

(6917)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI VARESE

Graduatoria generale del concorso ad un posto di medico condotto vacante nella provincia di Varese

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il decreto n. 2069 del 15 aprile 1966, con il quale è stato indetto il concorso a posto di medico condotto vacante in provincia di Varese alla data del 30 novembre 1965;

Visti i verbali rassegnati dalla Commissione giudicatrice del concorso, nominata con decreto n. 5751 del 22 novembre 1966;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265 ed il regolamento dei concorsi a posti di sanitari condotti nei Comuni e nelle Provincie approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria del concorso a un posto di medico condotto vacante nella provincia di Varese alla data del 30 novembre 1965:

1. Catarrasi dott. Vincenzo . . . . . punti 61,066
2. Pianazza dott. Virginio . . . . . » 55,135
3. Mainardi dott. Ottavio . . . . . » 54,313
4. Borghi dott. Aldo . . . . . . » 52,171
5. Dotti dott. Giovanni . . . . . . » 51,519
6. Curti dott. Paride . . . . . . » 51,030
7. Rodari dott. Antonio . . . . . . » 50,555
8. Zaccaria dott. Tarcisio . . . . . » 49,000
9. Nobile Migliore dott. Nunzio . . . » 47,204

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'ufficio del medico provinciale di Varese e del Comune interessato.

Varese, addì 8 giugno 1967

Il medico provinciale: VESSICCHIO

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 2069 del 15 aprile 1966, con il quale è stato indetto il concorso ad un posto di medico condotto vacante in provincia di Varese alla data del 30 novembre 1965;
Visti i verbali rassegnati dalla Commissione giudicatrice del concorso, nominata con decreto n. 5751 del 22 novembre 1966;
Richiamato il proprio decreto n. 3210 in data odierna con il quale è stata approvata la graduatoria formulata dalla Commissione giudicatrice;
Visto l'art. 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Il seguente candidato è dichiarato vincitore del concorso di cui alle premesse per la sede di Cairate:

Catarrasi dott. Vincenzo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'ufficio del medico provinciale di Varese e del Comune interessato.

Varese, addì 8 giugno 1967

Il medico provinciale: VESSICCHIO

(6503)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI SALERNO

Graduatoria generale del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Salerno

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 3287 in data 15 aprile 1965, con il quale è stato indetto pubblico concorso per titoli ed esami per il conferimento di cinque posti di ufficiale sanitario vacanti in provincia di Salerno al 30 novembre 1964;
Visti gli atti relativi all'espletamento del concorso predetto trasmessi dalla Commissione giudicatrice e riconosciutane la regolarità;
Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, modificato con il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1954, n. 854 e con il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265 e successive modificazioni;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la graduatoria di merito dei concorrenti dichiarati idonei nel concorso indicato in premessa:

1. Carbone Ferdinando	punti	161,802	su 240
2. Galdi Ciro	»	158,006	»
3. Romano Orazio	»	155,883	»
4. Santulli Mara	»	148,000	»
5. Lista Domenico	»	146,675	»
6. Pecora Antonio	»	146,675	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Salerno e, per otto giorni consecutivi, agli albi pretori di questo Ufficio, della prefettura di Salerno e dei Comuni interessati.

Salerno, addì 8 giugno 1967

Il medico provinciale: GALLO

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 5815 in data odierna, con il quale è stata approvata la graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei nel concorso pubblico per titoli ed esami per il conferimento di cinque posti di ufficiale sanitario vacanti in provincia di Salerno al 30 novembre 1964 indetto con decreto n. 3287 del 15 aprile 1966;
Viste le domande dei candidati con le indicazioni, in ordine di preferenza, delle sedi per le quali ciascuno ha inteso concorrere;
Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, modificato con il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1954, n. 854 e con il decreto del Presidente della Repubblica 25 ottobre 1963, n. 2211;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e successive modificazioni;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del posto di ufficiale sanitario del Comune a fianco di ciascuno indicato:

1) Carbone Ferdinando: Vietri sul Mare;
2) Galdi Ciro: S. Valentino Torio;
3) Romano Orazio: Sala Consilina;
4) Santulli Mara: Piaggine;
5) Lista Domenico: S. Giovanni a Piro.

I predetti, pertanto, sono nominati ufficiali sanitari dei sopracitati Comuni per il prescritto periodo di esperimento e dovranno assumere servizio nelle rispettive sedi entro trenta giorni dalla data di notifica del presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Salerno e, per otto giorni consecutivi, agli albi pretori di questo Ufficio, della prefettura di Salerno e dei Comuni interessati.

Salerno, addì 8 giugno 1967

Il medico provinciale: GALLO

(6620)

REGIONE TRENTINO ALTO ADIGE

Concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Trento al 30 novembre 1964: Assegnazione della condotta consorziale di Brez.

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto il proprio decreto n. 24 del 27 febbraio 1967, con cui è stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei nel concorso per l'assegnazione dei posti di medico condotto vacanti in provincia di Trento al 30 novembre 1964;
Visto il proprio decreto n. 25 del 27 febbraio 1967, con cui sono state assegnate le sedi ai vincitori del concorso stesso;
Vista la nota del comune di Brez d.d. 28 aprile 1967, n. 810, con la quale si comunica che il dott. Orio Dall'Aglio ha rinunciato al posto;
Viste le domande dei candidati che seguono il vincitore nella graduatoria nonchè le indicazioni, in ordine di preferenza, delle sedi per le quali ciascuno ha inteso concorrere;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Visti gli articoli 4 n. 12 e 13 dello Statuto d'autonomia;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 18 febbraio 1958, n. 307;
Vista la deliberazione della Giunta regionale n. 953 del 12 maggio 1967;

Decreta:

Il dott. Fulvio Dellai è dichiarato vincitore della condotta consorziale di Brez.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana, nel «Bollettino Ufficiale» della Regione e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Amministrazione e del comune di Brez.

Trento, addì 15 maggio 1967

Il Presidente: DALVIT

(6624)

REGIONI

REGIONE VALLE D'AOSTA

LEGGE REGIONALE 3 aprile 1967, n. **6**.

Approvazione del bilancio di previsione della Regione autonoma Valle d'Aosta per l'anno finanziario 1967.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *dell'*11 *aprile* 1967)

Il Consiglio Regionale ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato, in conformità al progetto votato dal Consiglio Regionale nella adunanza del 1° marzo 1967 (provvedimento numero 32), nei singoli stanziamenti e nel suo complesso, il bilancio di previsione della Regione Autonoma Valle d'Aosta per l'anno finanziario 1967 che prevede, nel complesso ed in pareggio, l'ammontare di Lire ventitrè miliardi centosettanta milioni per n. 99 capitoli dello stato di previsione della entrata (Allegato *A*) e l'ammontare di Lire ventitrè miliardi centosettanta milioni per n. 347 capitoli dello stato di previsione della spesa (Allegato *B*), secondo le risultanze riassuntive e finali del prospetto riepilogativo del bilancio (Allegato *C*).

Art. 2.

Sono autorizzati, per quanto di competenza della Regione, per l'anno finanziario 1967, a' sensi degli articoli 2, 4 e 9 della legge 29 novembre 1955, n. 1179, l'accertamento e la riscossione, secondo le leggi in vigore, delle entrate per tributi e quote di tributi previsti nello stato di previsone dell'entrata del bilancio e di spettanza della Regione e degli Enti ed Uffici soppressi, i cui servizi sono stati trasferiti all'Amministrazione Regionale a' sensi di legge.

Art. 3.

L'approvazione, l'impegno e l'erogazione delle spese non a calcolo saranno deliberati, a' sensi di legge e di regolamento, nei limiti delle previsioni degli appositi stanziamenti del bilancio.

Art. 4.

I prelievi di somme dal fondo di riserva per le spese obbligatorie e d'ordine (capitolo 109) e la iscrizone delle somme stesse ai competenti capitoli di spesa recanti stanziamenti insufficienti saranno approvati con provvedimenti della Giunta regionale, su proposta dell'Assessore alle Finanze.

E' all'uopo approvato il seguente elenco allegato *D* annesso alla presente legge.

Elenco allegato *D*: Spese obbligatorie e di ordine iscritte nello stato di previsione della spesa del bilancio per l'anno finanziario 1967, ad integrazione delle quali è autorizzato il prelievo di somme dal fondo di riserva per le spese obbligatorie e d'ordine con provvedimenti della Giunta regionale.

Art. 5.

I prelevamenti dal fondo di riserva per le spese impreviste per far fronte a nuove e maggiori spese (capitolo 110) e la loro iscrizione ai vari capitoli del bilancio e a capitoli nuovi saranno approvati con provvedimenti della Giunta da convalidare con legge regionale.

Art. 6.

Sono autorizzate per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 111 della parte spesa del bilancio, le spese per complessive Lire ventinove milioni di cui all'allegato *E* annesso alla presente legge e, sul capitolo 150 della parte spesa del bilancio, le spese per complessive Lire trecentoquattordici milioni di cui all'allegato *F* annesso alla presente legge; i prevleli di somme da tali capitoli di spesa saranno autorizzati con provvedimenti legislativi regionali.

Art. 7.

L'Assessore regionale alle finanze è autorizzato ad ordinare, con ordini di pagamento scritti e motivati ed entro i limiti di spesa degli appositi stanziamenti del bilancio, il pagamento delle spese concernenti i salari spettanti al personale giornaliero, agli operai e manovali provvisori addetti ai cantieri di lavoro gestiti dalla Regione o addetti a lavori di manutenzione ordinaria e straordinaria di strade, di stabili e di monumenti, delle spese per assegni e salari al personale a paga oraria o giornaliera addetto ai vari servizi regionali e ai cantieri scuola di rimboschimento, nonchè il pagamento delle spese, anche non ricorrenti, preventivamente deliberate dal Consiglio o dalla Giunta con la espressa autorizzazione alla liquidazione mediante emissione di ordini di pagamento.

Art. 8.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 193 della parte spesa del bilancio, la spesa di Lire sedicimilioni per le finalità previste dalla legge regionale 15 maggio 1953, n. 1 e dall'art. 37 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 987, concernenti interventi a favore della caccia, spesa da approvare e liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 9.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 212 della parte spesa del bilancio, la spesa di Lire duecentocinquanta milioni per spese per la bonifica del bestiame, secondo le norme e modalità stabilite con la legge regionale 28 giugno 1962, n. 13, spese da approvare e liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 10.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 214 della parte spesa del bilancio, la spesa di Lire settantacinque milioni per la concessione di sussidi e per interventi regionali nelle spese per la costruzione ed il riattamento di strade poderali e vicinali, secondo le norme e modalità stabilite con legge regionale 14 agosto 1962, n. 17, spese da approvare e liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 11.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 218 della parte spesa del bilancio, la spesa di Lire cinquanta milioni per le finalità previste dai provvedimenti consiliari n. 50 in data 7 aprile 1955, n. 167 in data 18 dicembre 1959, 115 in data 13 luglio 1962 e 192 in data 30 dicembre 1966, concernenti provvidenze intese a favorire lo sviluppo dell'attrezzatura agricola locale, spesa da approvare e da liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 12.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 220 della parte spesa del bilancio, la spesa di Lire centomilioni per la concessione di contributi e sussidi per la costruzione, la sistemazione e la riparazione di canali di irrigazione e di opere e di impianti irrigui, secondo le norme e modalità stabilite con i provvedimenti consiliari n. 45 in data 7 aprile 1955 e n. 114 in data 15 giugno 1963, spesa da approvare e da liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 13.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 223 della parte spesa del bilancio, la spesa di Lre centotrenta milioni per provvedimenti concernenti rimboschimenti, sistemazione di terreni montani, sgombro frane e valanghe, arginature e paravalanghe, spesa da approvare e liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 14.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sui capitoli dal 227 al 261 compresi della parte spesa del bilancio, la complessiva spesa di Lire centoventiseimilioni, ripartita come dai singoli stanziamenti dei citati capitoli di bilancio, per le finalità previste dai rispettivi richiamati articoli delle leggi statali 2 giugno 1961, n. 454, 23 maggio 1964, n. 404, 13 maggio 1965, n. 431 e 27 ottobre 1966, n. 910, sull'attuazione del Piano quinquennale di

sviluppo dell'agricoltura e della zootecnia e per sistemazioni idraulico - forestali, spesa da approvare e da liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 15.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 264 della parte spesa del bilancio, la spesa di Lire trecentotrentamilioni per sussidi ad opere di miglioramento fondiario e per le finalità previste dai provvedimenti consiliari n. 47 in data 7 aprile 1955, n. 37 in data 21 marzo 1959 e n. 115 in data 15 giugno 1963, concernenti provvedimenti a favore dell'edilizia rurale, spesa da approvare e da liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 16.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sui capitoli 277 e 283 della parte spesa del bilancio, la spesa complessiva di Lire duecentosedici milioni, ripartita come dai singoli stanziamenti dei citati capitoli di bilancio, per contributi e sussidi da concedere per le finalità previste dalle leggi vigenti e dai provvedimenti consiliari n. 72 in data 29 maggio 1957 e n. 155 in data 22 dicembre 1961, concernenti provvidenze a favore delle piccole e medie industrie e dell'artigianato.

Art. 17.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 280 della parte spesa del bilancio, la spesa di Lire venticinque milioni per le finalità previste dalla legge regionale 9 maggio 1963, n. 12, concernente la istituzione dell'Ente valdostano per l'artigianato tipico, spesa da approvare e liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 18.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sui capitoli 293, 300, 326 e 327 della parte spesa del bilancio, la spesa complessiva di Lire duecentodiecimilioni ripartita come dai singoli stanziamenti dei citati capitoli di bilancio, per la manutenzione delle strade regionali, comunali e consorziali, per la costruzione, il ripristino e la manutenzione straordinaria di opere stradali di interesse regionale, nonchè di opere danneggiate da frane, alluvioni e da altre calamità, spesa da approvare e liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 19.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 440 della parte spesa del bilancio, la spesa di Lire diciotto milioni per la vaccinazione obbligatoria del bestiame ai fini profilattici e per il funzionamento del posto di controllo sanitario di Pont St. Martin, spesa da approvare e da liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 20.

Sono autorizzate, per l'anno finanziario 1967, la spesa di Lire ventimilioniduecentomila sul capitolo 453 del bilancio e la spesa di Lire ottantamilioni sul capitolo 454 del bilancio concernenti, rispettivamente, il contributo annuo ordinario dovuto al Consorzio antitubercolare della Valle d'Aosta e contributi straordinari da concedere per spese di ricovero e di assistenza di tubercolotici poveri, spese da approvare e da liquidare con deliberazioni della Giunta regionale a' sensi delle leggi vigenti e del provvedimento consiliare n. 170 in data 18 dicembre 1959 e successive modificazioni.

Art. 21.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sui capitoli 468 e 469 della parte spesa del bilancio, rispettivamente, la spesa di Lire settantamilioni per spese e contributi concernenti la assistenza ed il ricovero di minori e di malati poveri in Istituti ed in luoghi di cura e la spesa di Lire ventuno milioni per assistenza climatica all'infanzia, spese da approvare e da liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 22.

Sono autorizzate, per l'anno finanziario 1967, la spesa di Lire sessantamilioni sul capitolo 533 del bilancio e la spesa di Lire quattrocentosettantamilioni sul capitolo 534 del bilancio concernenti, rispettivamente, contributi da concedere per le finalità previste dai provvedimenti consiliari n. 149 in data 8 ottobre 1949, n. 156 in data 10 dicembre 1956, n. 42 in data 10 marzo 1958 e n. 66 in data 10 giugno 1960, concernenti provvidenze intese a favorire lo sviluppo ed il miglioramento dell'industria turistica ed alberghiera, spese da approvare e da liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 23.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 511 della parte spesa del bilancio, la spesa complessiva di Lire cinquantamilioni per le finalità previste dalle leggi regionali 10 gennaio 1961, n. 2 e 9 maggio 1963, n. 11, recanti provvidenze per l'incremento del patrimonio alpinistico (rifugi ed altre opere alpine) e per l'attrezzatura ed il funzionamento dei servizi del Corpo di soccorso alpino, spesa da approvare e liquidare secondo le modalità ed i criteri previsti dalle precitate leggi regionali.

Art. 24.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 512 della parte spesa del bilancio, la spesa di Lire quattromilioni per le finalità previste dalla legge regionale 17 novembre 1960, n. 9, concernente norme sull'assistenza alle guide e portatori alpini e loro orfani.

Art. 25.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 530 della parte spesa del bilancio, la spesa di Lire quindicimilioni per impianti, attrezzature e velivoli per il Campo regionale di aviazione di Aosta, spesa da approvare e da liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 26.

E' autorizzata, per l'anno finanziario 1967, sul capitolo 537 della parte spesa del bilancio, la spesa di Lire settantamilioni per le finalità previste dai provvedimenti consiliari n. 150 in data 29 dicembre 1949 e n. 80 in data 27 maggio 1963, concernenti provvidenze per la tutela ed il miglioramento dell'edilizia locale e per la protezione del paesaggio, spesa da approvare e da liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

Art. 27.

E' approvato il seguente riepilogo da cui risulta il complesso delle entrate e delle spese del bilancio di previsione della Regione autonoma Valle d'Aosta per l'anno finanziario 1967, come da allegati *A*, *B* e *C* annessi alla presente legge:

RIEPILOGO DELLE ENTRATE E SPESE

ENTRATE

Titolo I — Entrate tributarie . . .	11.900.480.000	
Titolo II — Entrate extra tributarie	7.356.220.000	
Totale titoli I e II	19.256.700.000	19.256.700.000
Titolo III — Alienazione di beni patrimoniali e rimborso di prestiti		3.913.300.000
Titolo IV — Accensione di prestiti		—
TOTALE GENERALE DELLE ENTRATE . . .		23.170.000.000

SPESE

Assessorato:	Titolo I spese correnti	Titolo II spese in conto capitale	Totale
Finanze	5.521.227.525	5.101.300.000	10.622.527.525
Agricoltura e oreste .	447.800.000	1.341.000.000	1.788.800.000
Industria e commercio	283.700.000	150.000.000	433.700.000
Lavori pubblici . . .	383.600.000	3.189.400.000	3.573.000.000
Pubblica istruzione .	3.307.900.000	45.000.000	3.352.900.000
Sanità e assistenza .	1.501.600.000	34.000.000	1.535.600.000
Turismo antichità e belle arti	784.700.000	835.000.000	1.619.700.000
Totale per titoli . .	12.230.527.525	10.695.700.000	22.926.227.525
Titoli III - rimborso di presiti . . .			243.772.475
Totale complessivo delle spese . . .			23.170.000.000

RIASSUNTO GENERALE

ENTRATE . . . . L.	23.170.000.000
SPESE . . . . »	23.170.000.000

Art. 28.

La presente legge è dichiarata urgente a' sensi del terzo comma dell'art. 31 dello Statuto speciale per la Regione Valle d'Aosta, promulgato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4, ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

La presente legge sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei regolamenti della Regione Autonoma Valle d'Aosta e sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

Della promulgazione della presente legge sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 3 aprile 1967

BIONAZ

LEGGE REGIONALE 10 aprile 1967, n. 7.

Sottoscrizione di nuovo capitale azionario della Società Italiana per il Traforo del Gran San Bernardo (S.I.T.R. A.S.B.).

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *dell'*11 *aprile* 1967)

Il Consiglio Regionale ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

La Giunta regionale è autorizzata a provvedere alla sottoscrizione di nuovo capitale azionario della Società Italiana per il Traforo del Gran San Bernardo (S.I.T.R.A.S.B.), con sede in Torino, per un ammontare di spesa a carico regionale di Lire duecentocinquantamilioni, in seguito all'aumento del capitale sociale della predetta Società approvato per il finanziamento di parte delle spese di costruzione del predetto traforo e della autostrada sul versante italiano.

Art. 2.

La spesa di Lire duecentocinquanta milioni per la sottoscrizione di nuovo capitale azionario, di cui al precedente articolo, dovrà essere finanziata per Lire centoventicinque milioni con imputazione all'apposito capitolo 136 del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1967 (« Spese per la sottoscrizione di titoli azionari delle Società Italiane per i trafori stradali alpini e di società autostradali) e per Lire centoventicinque milioni con imputazione al corrispondente capitolo di spesa del bilancio di previsione della Regione per il prossimo anno finanziario 1968.

Art. 3.

Alla approvazione, finanziamento e liquidazione delle spese di cui al precedente art. 2 si provvederà con deliberazioni della Giunta regionale, a' sensi dello Statuto della Società Italiana per il Traforo del Gran San Bernardo (S.I.T.R.A.S.B.) ed in conformità delle deliberazioni della assemblea degli azionisti e del Consiglio di amministrazione della società stessa.

Art. 4.

La presente legge è dichiarata urgente a' sensi del terzo comma dell'art. 31 dello Statuto speciale per la Regione Valle d'Aosta, promulgato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

La presente legge sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei regolamenti della Regione autonoma della Valle d'Aosta e sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

Della promulgazione della presente legge sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 10 aprile 1967

BIONAZ

LEGGE REGIONALE 10 aprile 1967, n. 8.

Autorizzazione all'approvazione di spese per opere di pubblica utilità di interesse regionale.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *dell'*11 *aprile* 1967)

Il Consiglio Regionale ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

La Giunta regionale è autorizzata a provvedere alla approvazione, all'impegno e alla liquidazione delle seguenti spese per opere di pubblica utilità di interesse regionale, da finanziare sugli appositi sottoindicati capitoli della parte Spesa del bilancio di previsione della Regione per l'anno 1967:

a) Spesa di lire centocinquanta milioni, quale ulteriore stanziamento di fondi per la realizzazione (acquisto di beni immobili e lavori) di pubblici parcheggi, di interesse regionale, in Aosta nella zona della Chiesa cattedrale (compresa tra la piazza Giovanni XXIII, la via De Sales e la via Lostan) e nella zona delle porte Pretoriane (compresa tra la via Plouves, la via Festaz e la piazza Porte Petroniane), spesa da imputare per lire centotrentacinque milioni, — quale fondo per l'acquisizione di beni immobili da occupare e per lavori da eseguire —, al capitolo 324 del bilancio (« Spese per opere stradali eseguite a carico della Regione ») e per lire quindicimilioni, — quale fondo per atti di trasferimento di proprietà degli acquistandi beni immobili —, al capitolo 108 del bilancio (« Spese notarili, perizie, atti legali... e spese accessorie per registrazione di convenzioni e contratti »);

b) Spesa di lire settantamilioni, quale quarto stanziamento di fondi per la costruzione di un fabbricato in piazza Narbonne, di Aosta, destinato a servizi turistici, in interesse regionale, per il completamento ed il funzionamento della stazione per autolinee pubbliche, spesa da imputare al capitolo 115 del bilancio (« Spese per la costruzione di un fabbricato in piazza Narbonne, di Aosta »), capitolo per il quale è approvato lo stanziamento di lire settanta milioni, somma da prelevare dal capitolo 150 della parte Spesa del bilancio (« Fondo speciale per oneri derivanti da provvedimenti legislativi regionali in corso di perfezionamento - Spese in conto capitale »).

Art. 2.

La Giunta regionale provvederà all'adozione dei necessari provvedimenti deliberativi, in esecuzione della presente legge, per la acquisizione delle necessarie aree di terreno, per la costituzione delle necessarie servitù e per l'esecuzione dei lavori ed opere di pubblica utilità di cui al precedente articolo.

Art. 3.

La presente legge è dichiarata urgente a' sensi del terzo comma dell'art. 31 dello Statuto speciale per la Regione Valle d'Aosta, promulgato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 ed entrerà in vigore il giorno successivo a quella della sua pubblicazione nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

La presente legge sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei regolamenti della Regione autonoma della Valle d'Aosta e sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

Della promulgazione della presente legge sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 10 aprile 1967

BIONAZ

(6377)

LEGGE REGIONALE 10 aprile 1967, n **9**.

Sottoscrizione di capitale azionario della Società « I.S. A.G. » S.p.A., con sede in Gressoney La Trinité.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *dell'*11 *aprile* 1967)

Il Consiglio Regionale ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

La Giunta regionale è autorizzata a provvedere alla sottoscrizione di capitale azionario della Società « I.S.A.G. » S.p.A., con sede in Gressoney La Trinité, per un ammontare di spesa di lire ottantamilioni, in seguito all'aumento del capitale sociale della predetta Società approvato per la realizzazione di impianti di risalità, di sciovie e di seggiovie in programma per la valorizzazione turistica della zona di Gressoney La Trinité.

Art. 2.

La spesa di lire ottantamilioni, di cui al precedente articolo, sarà finanziata con imputazione al capitolo 137 della parte Spesa del bilancio di previsione della Regione per l'anno finanziario 1967 (« Spese per la sottoscrizione di titoli azionari di Società di funivie e seggiovie locali e di altre Società »), dopo l'entrata in vigore della legge di approvazione del bilancio stesso.

Art. 3.

All'approvazione e liquidazione della spesa di cui ai precedenti articoli si provvederà con deliberazioni della Giunta regionale, ai sensi dello Statuto della Società per Azioni « I.S.A.G. » e in conformità delle deliberazioni dell'Assemblea degli azionisti e del Consiglio di amministrazione della Società stessa.

Art. 4.

La presente legge sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei regolamenti della Regione autonoma della Valle d'Aosta e sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

Della promulgazione della presente legge sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 10 aprile 1967

BIONAZ

LEGGE REGIONALE 10 aprile 1967, n. **10**.

Organi e procedure per la programmazione regionale.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *dell'*11 *aprile* 1967)

Il Consiglio Regionale ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

La Regione adempie, secondo le modalità previste dagli articoli seguenti, ai compiti di programmazione regionale economica, sociale ed urbanistica, in armonia con gli indirizzi della programmazione nazionale, nei limiti delle competenze legislative stabilite dallo Statuto speciale regionale e dalle leggi dello Stato.

A tal fine è autorizzata l'istituzione, per una durata non superiore ad anni cinque, dei seguenti organi per lo studio dei problemi della programmazione regionale:

1) Comitato tecnico consultivo:
2) Ufficio regionale per la programmazione;
3) Commissione consultiva regionale per la programmazione.

Art. 2.

La Giunta regionale determina, nei limiti di cui al precedente articolo e con l'osservanza dei principi fissati dalle norme sulla programmazione economica nazionale, le direttive per la predisposizione del progetto di Piano regionale di sviluppo economico e sociale, da sottoporre dalla Giunta all'esame e alla approvazione del Consiglio regionale.

La Giunta regionale si avvale della collaborazione di un Comitato tecnico consultivo di esperti di cui al precedente articolo ed, eventualmente, anche della consulenza di Istituti specializzati in materia di programmazione.

Gli eventuali incarichi di consulenza sono conferiti con deliberazioni della Giunta regionale, con le quali debbono anche essere approvate e finanziate le relative spese, entro il limite massimo di spese annue previste dal successivo art. 9.

Art. 3.

Il Comitato tecnico consultivo, di cui al secondo comma dell'art. 2, è nominato con deliberazione della Giunta regionale ed è composto da:

un presidente;
un vice-presidente;
cinque membri.

Detto Comitato sovrintende alle ricerche e agli studi necessari per la elaborazione del progetto di Piano di programmazione regionale e predispone dati, indicazioni e proposte per la redazione del progetto stesso e per le eventuali modificazioni al Piano di programmazione regionale.

Il presidente provvede ad organizzare e a coordinare i lavori del Comitato, secondo le direttive della Giunta regionale.

Il vice presidente coadiuva il presidente in tutte le sue funzioni e lo sostituisce in caso di assenza o di impedimento.

Al presidente ed al vice presidente è attribuito un compenso fisso mensile in misura da stabilire con deliberazione del Consiglio regionale.

Ai membri del Comitato sono corrisposte medaglie di presenza nelle misure previste dall'art. 4 della legge regionale 29 agosto 1964, n. 20, oltre al rimborso delle eventuali spese di viaggio.

Art. 4.

Il Comitato tecnico consultivo di cui al precedente articolo costituisce l'organo tecnico di consulenza e di collaborazione della Giunta regionale per lo studio e la formazione del progetto di Piano regionale di sviluppo economico e sociale e per le eventuali modificazioni da apportare al Piano di programmazione regionale.

Art. 5.

Con deliberazione della Giunta regionale sono stabilite le norme per il funzionamento del Comitato tecnico consultivo, dell'Ufficio regionale per la programmazione, di cui all'art. 6, e della Commissione consultiva regionale per la programmazione, di cui all'art. 7.

Le medaglie di presenza da corrispondere per ogni seduta ai membri della Commissione consultiva regionale per la programmazione, oltre al rimborso delle eventuali spese di viaggio, sono liquidate con deliberazioni della Giunta regionale nelle misure previste dall'art. 4 della legge regionale 29 agosto 1964, n. 20.

I servizi di segreteria ed amministrativi del Comitato tecnico consultivo e della Commissione consultiva regionale per la programmazione sono espletati dal personale dell'Ufficio regionale per la programmazione.

Il Comitato tecnico consultivo dipende direttamente dal Presidente della Giunta regionale o da un Assessore suo delegato e si avvale, per l'espletamento dei suoi compiti, della collaborazione della Commissione consultiva regionale per la programmazione, ai fini dello studio e della formulazione del progetto di Piano regionale di sviluppo economico e sociale, da sottoporre all'esame della Giunta regionale.

Art. 6.

Per l'espletamento dei compiti amministrativi connessi con la predisposizione del Piano regionale di sviluppo economico e sociale, la Giunta regionale istituirà e metterà a disposizione del Comitato tecnico consultivo un apposito Ufficio regionale per la programmazione, composto da non più di dieci incaricati da scegliere fra personale qualificato nelle discipline economiche, sociali, urbanistiche, statistiche, tecniche ed amministrative.

Il personale dell'Ufficio regionale per la programmazione, quando non sia tratto da quello dipendente dall'Amministrazione regionale, sarà incaricato, in via precaria e a tempo determinato, senza costituzione di rapporto di pubblico impiego, per prestazioni di carattere saltuario remunerate contrattualmente in base a note periodiche di spesa da liquidare con deliberazioni della Giunta regionale.

L'Ufficio regionale per la programmazione funziona alle dipendenze dirette del Presidente della Giunta regionale o di un Assessore suo delegato.

Art. 7.

Al fine di assicurare la partecipazione della collettività regionale alla realizzazione degli obbiettivi del Piano di sviluppo economico e sociale della Regione, sarà istituita una Commissione consultiva regionale per la programmazione, avente lo scopo di:

a) prendere in esame e discutere gli studi e le ricerche necessari alla elaborazione del Piano;

b) discutere i problemi dello sviluppo economico regionale e prospettare i potenziali obbiettivi ed i possibili mezzi di intervento dell'operatore pubblico e privato;

c) fornire al Comitato tecnico consultivo per il Piano regionale ed all'Ufficio per la programmazione l'apporto della competenza specifica dei suoi componenti;

d) discutere il progetto di Piano e fornire le indicazioni opportune alla Giunta regionale, — tramite il Comitato tecnico consultivo e l'Ufficio della programmazione —, per l'attuazione del Piano stesso.

La Commissione consultiva è composta dei seguenti membri:

Il presidente della Commissione, nella persona del presidente del Comitato tecnico consultivo di cui all'art. 3;

Il vice presidente della Commissione, nella persona del vice presidente del Comitato tecnico consultivo di cui all'art. 3;

I cinque membri del Comitato tecnico consultivo di cui all'art. 3;

Il presidente del Consorzio dei comuni Valdostani del bacino imbrifero montano della Dora Baltea, o un suo delegato;

Il sindaco della città di Aosta, o un suo delegato;

Un rappresentante dell'Assessorato regionale dell'industria e commercio;

Un rappresentante dell'Ufficio del Genio civile di Aosta;

Tre sindaci di Comuni rispettivamente della bassa, della media e dell'alta Valle d'Aosta, designati dalla Giunta regionale;

Otto rappresentanti dei lavoratori, designati in numero di due rispettivamente dalla « C.I.S.L. », dalla « C.G.I.L. », dal « S.A.V.T. » e dalla « U.I.L. »;

Due rappresentanti dei datori di lavoro designati, rispettivamente, dall'Associazione Valdostana industriali e dall'Associazione aziende a partecipazione statale;

Un rappresentante della Società nazionale « Cogne »;

Il direttore dell'Ufficio regionale del lavoro di Aosta;

Due rappresentanti dei coltivatori diretti, designati dalla Associazione Valdostana agricoltori;

Due rappresentanti degli artigiani, designati dall'Associazione Valdostana degli artigiani;

Due rappresentanti dei commercianti, designati dall'Associazione Valdostana dei commercianti;

Un rappresentante degli operatori economici del settore turistico, designato dalla Giunta;

Un rappresentante della Società Autostrade Valdostane (S.A.V. - S.p.A.).

Potranno essere chiamati a prendere parte alle adunanze della Commissione consultiva regionale per la programmazione, con voto consultivo, esperti nelle singole materie da discutere e sindaci dei Comuni direttamente interessati agli argomenti da trattare.

Art. 8.

La Commissione consultiva regionale per la programmazione e nominata con decreto del presidente della Giunta regionale in base alle designazioni di cui al precedente articolo e sentita la Giunta regionale.

Art. 9.

Le spese derivanti dall'applicazione della presente legge, previste in annue lire dodici milioni, saranno approvate e liquidate con deliberazioni della Giunta regionale, con imputazione al capitolo 6 della parte « Spesa » del bilancio di previsione della Regione per l'anno finanziario 1967, nonchè ai corrispondenti istituendi capitoli di spesa dei bilanci, preventivi della Regione per i successivi anni di durata degli organi istituiti a' sensi del precedente art. 1 per lo studio dei problemi della programmazione regionale.

Art. 10.

Le norme già approvate con la legge regionale 31 luglio 1965, n. 13 sono abrogate.

Art. 11.

La presente legge è dichiarata urgente a' sensi del terzo comma del'art. 31 dello Statuto speciale per la Regione Valle d'Aosta, promulgato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

La presente legge sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei regolamenti della Regione autonoma della Valle d'Aosta e sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

Della promulgazione della presente legge sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 10 aprile 1967

BIONAZ

LEGGE REGIONALE 10 aprile 1967, n. **11.**

Norme modificative e integrative delle leggi regionali 30 novembre 1965, n. 24 e 12 settembre 1966, n. 11, riguardanti provvidenze per la ripresa dell'industria edilizia, nel settore dell'edilizia economica e popolare.

(*Pubblicata nel* Bollettino Ufficiale *della Regione n.* 4 *dell'*11 *aprile* 1967)

Il Consiglio regionale ha approvato;

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Sono approvate le seguenti norme modificative e integrative delle leggi regionali 30 novembre 1965, n. 24 e 12 settembre 1966, n. 11, riguardanti provvidenze per la ripresa dell'industria edilizia, nel settore dell'edilizia economica e popolare:

1) ai fini dell'applicazione del primo comma dell'art. 1 della legge regionale 30 novembre 1965, n. 24, saranno considerate case di nuova costruzione soltanto le case per le quali sia stato rilasciato il certificato di abitabilità in data non anteriore a due anni dalla data di presentazione della domanda di concessione di mutuo agevolato;

2) ai fini dell'applicazione del capoverso lettera *b*) dell'art. 10 della legge regionale 30 novembre 1965, n. 24, allorquando la proprietà dell'area o della superficie utilizzata per la costruzione del fabbricato risulti intestata a minore convivente ed a carico del richiedente, potrà essere prodotta, a titolo di documentazione della disponibilià dell'area o della superficie stessa, idonea autorizzazione per la utilizzazione dell'area a scopo edificatorio e per la iscrizione ipotecaria.

Art. 2.

I contributi previsti dalle leggi regionali 30 novembre 1965, n. 24 e 12 settembre 1966, n. 11 per la costruzione di nuovi alloggi, o per completamenti, ampliamenti od ammodernamenti di rilievo ad abitazioni di proprietà, possono essere concessi anche ai lavoratori subordinati e agli artigiani che abbiano già ottenuto contributi per la costruzione o la sistemazione di fabbricati rurali nei quali non vi siano sufficienti e idonei locali di abilitazione, in rapporto alle necessità della famiglia dei richiedenti.

La quota di contributo eventualmente già percepita per la costruzione o per la sistemazione di locali ad uso di abitazione deve essere conteggiata in riduzione dell'importo del mutuo ammissibile a contributo regionale. A tale fine l'ammontare della somma da detrarre sarà determinato dalla Commissione incaricata dell'esame delle domande di mutuo agevolato, capitalizzando il contributo già ottenuto dal richiedente al tasso del

5 %, dalla data di concessione del contributo alla data di formazione della graduatoria provvisoria e con arrotondamento del capitale risultante a lire zero per le frazioni di capitale fino a lire cinquantamila e a lire centomila per le frazioni di capitale superiori a lire cinquantamila.

Art. 3.

Sono approvate le seguenti modificazioni all'art. 3 della legge regionale 30 novembre 1965, n. 24:

1) il capoverso lettera *e*) è modificato come segue:

« lettera *e*) - anzianità di lavoro in Valle d'Aosta o anzianità di lavoro con prestazioni di servizio fuori del territorio della Regione, ma con residenza stabile in un Comune della Valle d'Aosta: anni cinque - punti 0; per ogni anno successivo maturato - punti 0,50.

Per i lavoratori subordinati che, per la natura del lavoro cui sono addetti, prestino nell'anno attività lavorativa stagionale, la durata di tale attività stagionale viene aumentata e valutata ad anno intero se non risulti inferiore ad 8 mesi, compresi i periodi di inattività assistiti da indennità di disoccupazione, malattia o infortunio.

Alle vedove capi famiglia che, in seguito al decesso del coniuge avvenuto in attività di servizio, abbiano iniziato attività artigianale o attività lavorativa alle dipendenze di terzi, l'anzianità di lavoro o di attività artigianale espletata dal coniuge deceduto viene riconosciuta utile ai fini dell'assegnazione del punteggio per l'anzianità di lavoro in Valle d'Aosta o per l'anzianità di lavoro con prestazioni di servizio fuori del territorio della Regione, ma con residenza stabile in un Comune della Valle d'Aosta ».

2) è approvato il seguente nuovo capoverso finale a completamento dell'articolo:

« *h*) - servizio militare prestato in qualità di ex combattente: punti 0,50 per ogni anno di servizio prestato in qualità di richiamati o trattenuti alle armi, con valutazione ad anno intero per le frazioni di anno di almeno sei mesi e senza valutazione delle frazione di anno inferiori a sei mesi nonchè del servizio militare prestato per normale servizio di leva o per ferma volontaria.

I periodi di servizio militare prestato debbono essere comprovati con la presentazione di copia del foglio matricolare o dello stato di servizio militare ».

Art. 4.

L'articolo 18 della legge regionale 30 novembre 1965, n. 24 è modificato come segue:

« Con deliberazioni della Giunta regionale saranno approvate le disposizioni integrative eventualmente necessarie per la pratica applicazione delle norme della presente legge.

L'eventuale ripartizione in zone territoriali dei fondi di cui alla presente legge sarà approvata con deliberazioni del Consiglio regionale ».

Art. 5.

Per la parte di mutui agevolati a' sensi dell'art. 1 della legge regionale 30 novembre 1965, n. 24 non ritenuta, da parte degli Istituti mutuanti, garantita da iscrizione ipotecaria e dal contributo regionale del 4 %, la Giunta regionale concederà garanzia sussidiaria regionale fino alla concorrenza massima del 20 % dell'intera annualità di ammortamento, con rilascio di garanzia ipotecaria sugli alloggi da acquistare, da costruire o da sistemare con i mutui agevolati ed eventualmente su altri beni immobili.

Art. 6.

Per la concessione delle garanzie fideiussorie sussidiarie regionali di cui al precedente art. 5 è autorizzata, per l'intera durata dei mutui, l'istituzione nel bilancio di previsione della Regione di appositi corrispondenti stanziamenti di entrata e di spesa per rimborso di crediti e per pagamenti derivanti dalla concessione di garanzie fideiussorie su mutui concessi per la ripresa dell'industria edilizia nel settore dell'edilizia economica e popolare, per un importo complessivo di L. 1.800.000.000, pari a L. 360.000.000 per ogni piano quinquennale di investimento e pari ad annue:

L. 36.000.000 per la durata di 20 anni, a partire dall'anno 1967 e fino all'anno 1986;

L. 18.000.000 per la durata di 20 anni, a partire dall'anno 1968 e fino all'anno 1987;

L. 18.000.000 per la durata di 20 anni, a partire dall'anno 1969 e fino all'anno 1988;

L. 18.000.000 per la durata di 20 anni, a partire dall'anno 1970 e fino all'anno 1989.

Art. 7.

Per il finanziamento delle spese eventualmente derivanti a carico della Regione dalla concessione delle garanzie fideiussorie sussidiarie di cui all'art. 5 della presente legge e per i conseguenti eventuali ricuperi di somme a debito ed a carico dei beneficiari di mutui agevolati, è approvata l'istituzione dei seguenti nuovi capitoli di entrata e di spesa nel bilancio di previsione della Regione per l'anno finanziario 1967 e seguenti, fino all'anno 1989:

In entrata.

Cap. 131. — « Entrate per riscossioni di credito verso i beneficiari di mutui assistiti dal contributo regionale per la ripresa dell'industria edilizia, in relazione alla concessione di garanzie fideiussorie sussidiarie regionali per finanziameni bancari »; con lo stanziamento di L. 36.000.000.

In spesa.

Cap. 145. — « Spese per eventuali pagamenti di somme allo Istituto Bancario San Paolo di Torino ed alla Cassa di Risparmio di Torino in relazione alla concessione di garanzie fideiussorie sussidiarie regionali per la concessione di mutui per la ripresa dell'industria edilizia »; con lo stanziamento di L. 36.000.000.

Le entrate e le spese derivanti alla Regione dalla concessione delle garanzie fideiussorie di cui all'art. 5 della presente legge, a decorrere dal 1° gennaio 1967, saranno imputate ai sopraindicati istituendi capitoli del bilancio preventivo della Regione per l'anno 1967 e per gli anni successivi, sino agli importi annui massimi previsti dal precedente art. 6.

Art. 8.

La concessione dei contributi regionali per l'assunzione dei mutui agevolati previsti dalla legge regionale 30 novembre 1965 n. 24 e successive modificazioni è estesa, — a decorrere dal 1° gennaio 1967 e per la concessione di mutui agevolati d'importo non superiore a lire tre milioni —, a favore degli ex lavoratori subordinati e degli ex artigiani aventi diritto ad un trattamento di pensione.

Per la concessione dei contributi regionali di cui sopra alle due predette categorie di richiedenti pensionali si osservano le norme e le condizioni particolari in vigore per i lavoratori delle corrispondenti categorie economiche (lavoratori subordinati e artigiani).

Art. 9.

La presente legge entrerà in vigore il quindicesimo giorno successivo a quello della sua pubblicazione nel Bollettino Ufficiale della Regione.

La presente legge sarà inserta nella Raccolta Ufficiale delle leggi e dei regolamenti della Regione autonoma Valle d'Aosta e sarà pubblicata nel « Bollettino Ufficiale » della Regione.

Della promulgazione della presente legge sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge della Regione Valle d'Aosta.

Aosta, addì 10 aprile 1967

BIONAZ

(6378)

ANTONIO SESSA, *direttore* — ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma, - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.